15e année
numéro 288

la révolution prolétarienne

10 Février 193
prix : 2 franc

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO

L'intervention en Espagne et la question coloniale (suite et fin)
par L. ARAQUISTAIN

Le moment décisif
par Robert LOUZON

Les conditions de la renaissance
par M. CHAMBELLAND

Ceux qui s'en vont : G. Lapeyre
par Jean BARRUÉ

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 288

(10 février 1939)

L'intervention en Espagne et la question coloniale (suite et fin) ..... Luis ARAQUISTAIN.
Ceux qui s'en vont : G. Lapeyre .. J. BARRUÉ

Notes d'économie et de politique

Le moment décisif. — La menace japonaise sur l'Indochine se concrétise. — Guerre typiquement impérialiste ..... R. LOUZON

La Renaissance du syndicalisme

La quinzaine : Les conditions de la renaissance ..... M. CHAMBELLAND

En Passant

Les briseurs de grève. — L'affaire des miroitiers. — Chez les peintres. — Les condamnations de Clermont.
Les instituteurs du Rhône ont-ils eu raison le 30 novembre? — L'opinion de Jacquet. — La réponse de Fontaine. — Brève réplique de Chambelland.

Livres, journaux et revues

« La C.G.T. colonie soviétique », par Chazoff ..... M. CH.

Faits et documents

Les méfaits de l'arbitrage obligatoire.

Entre nous

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

UN LIVRE A LIRE

H. E. Kaminski

BAKOUNINE

UNE EXCELLENTE BIOGRAPHIE — PLUS PASSIONNANTE QUE LE MEILLEUR ROMAN — DU GRAND REVOLUTIONNAIRE

Editions Montaigne

Prix : 25 francs

L'intervention en Espagne et la question coloniale

(Suite et fin)

L'hostile neutralité de l'Angleterre

Je compris son geste. Il signifiait : l'Angleterre ne le permettrait pas. Il paraît, en effet que l'Angleterre menaça la France. C'est du moins ce que raconte Pertinax, un journaliste très au courant des petites histoires de la politique internationale. Voici ses paroles :

« Dans les premiers jours d'août, Léon Blum fut informé que les promesses faites par la Grande-Bretagne de garantir les frontières de la France ne joueraient pas dans le cas où la France entreprendrait une action indépendante de l'autre côté des Pyrénées. » (11)

Et lorsque la Russie commença à nous envoyer des avions, parce que l'Italie et l'Allemagne violaient les accords de non-intervention, ce fut la France — à ce que raconte aussi Pertinax — qui fit arrêter ces envois, sans doute parce que cela gênait l'Angleterre.

Le gouvernement anglais a exercé le plus scandaleux chantage contre la France en la menaçant d'isolement pour l'empêcher, ainsi que l'Union soviétique, de nous aider, et laisser toute liberté à l'Allemagne et à l'Italie. L'Angleterre pouvait imposer au Portugal une véritable neutralité dans la guerre d'Espagne, mais elle ne fronça même pas le sourcil. Elle pouvait faire cesser d'un geste la cynique et barbare intervention germano-italienne, mais elle ne fit pas ce geste. Chaque fois qu'elle en eut l'ocasion, elle favorisa les factieux et fit du tort à la République. L'histoire de sa partialité est relatée dans un livre de très grand intérêt, le meilleur peut-être qui ait été écrit jusqu'à ce jour sur le crime dont est victime la République espagnole : *le Complot espagnol* par Dzelepy, et que peuvent lire, surtout dans l'édition anglaise, qui est la plus complète, ceux qui désirent connaître la conduite la plus louche qu'ait jamais enregistrée l'histoire diplomatique.

Il faut reconnaître cependant que l'Angleterre était conséquente. Rarement sa politique extérieure a été libérale. Le Foreign Office a été dirigé presque toujours par les classes les plus contre-révolutionnaires du pays. Sauf dans les quelques occasions où elle se mit, durant le XIXe siècle, du côté des révolutions nationales de Grèce, de Belgique et d'Italie, parce que l'opinion libérale britannique le réclamait, et parce que cela se trouvait d'accord avec ses intérêts économiques et militaires qui s'inspiraient du besoin d'expansion de son commerce et de sa politique traditionnelle d'équilibre européen : dans le cas de la Grèce contre l'Empire ottoman, dans celui de la Belgique contre la Prusse qui montait et dans celui de l'Italie contre l'Autriche qui déclinait; — en dehors de ces cas, dis-je, son attitude internationale a toujours été éminemment contre-révolutionnaire.

L'Angleterre est intervenue contre la Révolution française, et elle laissa intervenir la Sainte-Alliance à Naples, au Piémont, et en Espagne, malgré l'opposition, durant un moment, de Canning; et, si elle ne participa à l'intervention dans ces pays, ce n'est pas par amour pour la liberté de leurs peuples, mais pour pouvoir justifier peu après son opposition à l'intervention de la France contre les colonies espagnoles d'Amérique soulevées contre l'Espagne. L'émancipation des pays d'Amérique, que l'Angleterre encouragea et protégea, lui importait seulement en ce qu'elle signifiait la liberté du commerce entre ce continent et le monde, liberté qui favorisait, en premier lieu, l'industrie britannique, alors la plus avancée.

Et si l'Angleterre intervint dans notre première guerre carliste, en participant à la Quadruple-Alliance, en faveur du parti libéral, c'est que le carlisme représentait une survivance du système absolutiste de Metternich, dont l'Angleterre se consacra à détruire la prépondérance en Europe aussitôt qu'elle eut abattu Napoléon; cela, non à cause de ce que ce système contenait de despotique, mais parce qu'il prétendait à l'hégémonie mondiale. Dans la guerre de Sécession des Etats-Unis, l'Angleterre officielle et aristocratique inclinait en faveur du Sud esclavagiste, elle reconnut les rebelles comme belligérants et leur construisit des navires de guerre. La raison en était que les hommes du gouvernement factieux et ses chefs militaires étaient des *gentlemen*, des Messieurs distingués, bien connus en Angleterre comme producteurs et exportateurs du coton de ces plantations où l'on se livrait à une exploitation éhontée des esclaves, tandis que Lincoln, obscur avocat de province, n'était connu d'aucun Monsieur ni d'aucun industriel anglais. Et si, finalement, le gouvernement britannique ne reconnut pas la Confédération des Etats du Sud, et ne se lança pas dans la guerre contre les Etats du Nord, comme cela fut sur le point d'arriver à la suite d'un incident maritime, c'est que l'Angleterre avait autant besoin du blé à bon marché des Etats anti-esclavagistes pour ses classes les plus pauvres (12) que du coton esclavagiste pour ses métiers; c'est aussi que les armées du Nord, après des années de désordre militaire et de défaites, finirent par montrer de la supériorité sur les rebelles et, enfin, parce que la classe ouvrière anglaise, qui était déjà alors une force politique non négligeable, s'affirmait hostile à la cause de l'esclavagisme.

L'Angleterre fut la grande animatrice et la plus enthousiaste participante de l'intervention internationale contre la Russie, après la Révolution d'octobre et la paix de Brest-Litovsk (13).

Je pense que, devant de tels précédents, l'Espagne loyale peut s'estimer relativement satisfaite de ce que les maîtres de la politique extérieure britannique n'aient pas encore re-

(11) Introduction du livre de Dzelepy : *Le Complot espagnol*, page 8.

(12) Richard Enmale : *Interprétations de la guerre civile américaine*, dans la revue trimestrielle *Science and Society*. N° 2, 1937, New-York.

(13) R. H. Bruce Lockhart : *Mémoires d'un agent britannique*. Londres 1937.

connu les factieux. Sans la pression des partis libéral et travailliste qui ont fait de notre tragédie une arme de politique intérieure contre le gouvernement de l'aristocratie et de la Cité, et, je veux le croire, sans la répugnance de Blum également, il est probable qu'à cette heure leur reconnaissance serait un fait.

L'Angleterre aristocratique et financière a travaillé et travaille pour le triomphe de la marionnette Franco, pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles elle soutint les Etats esclavagistes du Sud durant la guerre civile de 1861 : parce que, de l'autre côté, sont les ducs, les banquiers, les grands propriétaires fonciers, les évêques, les généraux de la monarchie, c'est-à-dire tous les *gentlemen*, tandis que, de ce côté-ci, nous sommes les « rouges », les sans-culottes, la plèbe, la « lie » sociale. Parce que l'Angleterre monarchiste ne nous pardonne pas d'avoir laissé fuir la famille royale, au lieu de la retenir sur le trône, et que nous avons remplacé celle-ci par un régime républicain. Parce que l'Angleterre capitaliste a fait d'excellents placements d'argent en Espagne où la main-d'œuvre est extrêmement bon marché et les bénéfices fabuleux, et qu'elle craint de perdre cela. Parce que dans aucun pays on n'a fait autant de crédit qu'en Angleterre à l'invention fasciste qu'avant la guerre l'Espagne était un pays à moitié bolchevisé, et que nous le bolcheviserions totalement si nous triomphions, ce qui aurait signifié : adieu les rêves de restauration monarchique avec, peut-être, une autre princesse anglaise sur le trône! adieu les gentlemen espagnols! et adieu les gros dividendes des capitaux investis en Espagne!

Les associés capitalistes du fascisme

Mais la crainte qu'a l'Angleterre féodale et financière d'une Espagne révolutionnaire ou simplement républicaine, et ses préférences pour une Espagne fasciste, c'est-à-dire une Espagne aristocratique, gouvernée par les seigneurs du sang, de l'épée, de la croix, de la grande propriété latifundiaire et de l'argent, correspondent, en plus des intérêts de classe, aux intérêts de son Empire. Par là nous entrons dans l'analyse des causes les plus profondes de la guerre que nous fit, par action ou par abstention, toute l'Europe, sauf la Russie dont nous avons déjà parlé, et sauf le prolétariat international et quelques minorités bourgeoises patriotes dont nous parlerons par la suite.

En désirant et en favorisant l'établissement d'une Espagne fasciste, l'Angleterre poursuit deux objectifs d'ordre international : affaiblir la France en Europe, en Méditerranée et, en outre, en Afrique; affaiblir également la Russie comme Puissance européenne et asiatique. Il ne faut jamais oublier que le principe dirigeant de la politique internationale anglaise est, aujourd'hui comme toujours, celui de la « balance des forces », de l'équilibre européen, c'est-à-dire d'une Europe où n'existe aucun Etat ou groupe d'Etats qui aient l'hégémonie sur les autres; une Europe où les forces des Etats ou groupes d'Etats rivaux soient équivalentes, de manière que l'Angleterre puisse toujours, en se portant d'un côté ou de l'autre, faire pencher les plateaux de la balance. De tout temps l'Angleterre a combattu les empires qui tenaient en leurs mains le sceptre de l'hégémonie ou qui y aspiraient, d'abord l'Espagne de Philippe II, puis Napoléon, enfin l'Allemagne de Guillaume II. A la fin de la guerre de 1914-1918, qui réduisit à l'impuissance les pays germaniques et désorganisa la Russie et l'Italie, la France fut l'arbitre de la politique européenne. Il manquait un contre-poids : l'Angleterre porta ses yeux d'abord sur l'Italie, puis sur l'Allemagne.

Le fascisme et le nationalisme se nourrissent de dépits intérieurs et extérieurs. Ils sont la doctrine des classes ruinées et appauvries qui ne veulent pas être prolétarisées, ou qui, étant déjà prolétarisées, ne se résignent tout de même pas à unir leur destin à celui de la classe travailleuse. C'est aussi la doctrine des Etats ambitieux qui sont arrivés trop tard pour le partage du monde, comme l'Italie, ou qui ont perdu ce qu'ils avaient au delà de leurs frontières, comme l'Allemagne. Pour que ce ressentiment national ou international se concrétise en un mouvement politique et s'empare de l'Etat, il lui est nécessaire d'être soutenu financièrement. A l'intérieur, les subsides viennent du capital financier du pays lui-même. A l'extérieur, l'associé financier principal est l'Angleterre, dont les crédits sont libéralement ouverts à l'Italie et à l'Allemagne. Ces crédits se distribuent entre l'Etat et les entreprises privées, et comme ces dernières subventionnent les chemises noires et les chemises brunes, il en résulte, en définitive, que c'est essentiellement le capital anglais qui finance la politique intérieure et extérieure du fascisme, en partie par sympathie idéologique, en partie parce que cela sert la politique anglaise contre la France et la Russie.

L'Angleterre encourage les ambitions de Mussolini parce qu'il lui convient que face à la France s'établisse une autre Puissance méditerranéenne, et elle laisse libre cours à la mégalomanie d'Hitler pour qu'une Allemagne forte puisse servir de barrière à la France à l'Ouest et à la Russie à l'Est.

L'U.R.S.S. est une autre grande préoccupation de la politique anglaise, non pas tant à cause de la force expansive du bolchevisme qui ne réussit pas à s'implanter en Grande-Bretagne, que, tout simplement, parce que l'Union soviétique, étant devenue une grande Puissance militaire, peut décider du destin de l'Europe et de cette Asie où l'Angleterre possède des territoires si riches, comme l'Inde, et des points statégiques qui sont vitaux pour les communications et la défense de l'Empire. Le pacte franco-soviétique, l'alliance entre la grande Puissance occidentale et la grande Puissance orientale, représente un changement important dans la politique d'équilibre de l'Angleterre. Une Espagne fasciste anti-française et anti-russe, pourrait rétablir l'équilibre en Méditerranée et en Europe centrale, en partie du moins. C'est là ce qui explique l'appui, à peine dissimulé, du gouvernement anglais aux factieux, et l'intervention italo-allemande en Espagne.

Une diversion stratégique

L'autre objectif de l'Angleterre est d'amener une diversion stratégique dans les ambitions coloniales de l'Italie. Ce pays a été profondément déçu par le Traité de Versailles. Le traité secret de Londres, de 1915, avait promis à l'Italie une récompense pour sa défection du camp de la Triple-Alliance et son entrée en

guerre à côté des Alliés; cette récompense consistait en une part des dépouilles de l'Autriche, sur les Alpes et la côte dalmate, et aussi une part des dépouilles coloniales de l'Allemagne. Ces promesses ne furent tenues que pour une petite part. Le dépit que l'Italie ressentit à Versailles fut, par la suite, l'une des grandes forces motrices du fascisme. Comme le fut pour la création du national-socialisme la répartition des colonies allemandes, sous forme de mandats, entre l'Angleterre, la France, le Japon et quelques dominions britanniques.

Les hommes d'Etat anglais ne sont pas si sots pour ne pas se rendre compte qu'une Italie déçue et une Allemagne vaincue, mais politiquement intacte, puisque seul a été changé le nom de la forme de gouvernement, poseraient, tôt ou tard, le problème d'une nouvelle répartition des colonies. Le problème est devenu actuel dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et l'Italie a commencé à le résoudre, d'abord par la conquête de l'Abyssinie, et, ensuite, en union avec l'Allemagne, par l'intervention en Espagne.

Devant l'inévitable, l'Angleterre préfère que l'Italie se dirige vers le nord-est de l'Afrique, et que, loin du canal de Suez, de l'Egypte et du Soudan, pièces essentielles de l'Empire britannique, elle emploie son dynamisme belliqueux dans la partie occidentale de la Méditerranée où sont les intérêts de la France et ses communications avec ses colonies. (L'Angleterre vit d'un mauvais œil l'aventure italienne en Abyssinie. Elle n'avait pas encouragé et financé le fascisme pour qu'il vienne s'installer dans sa zone coloniale. Il faut, que diable! être un peu plus reconnaissant. Elle ne pouvait cependant faire aboutir à un échec l'agression de Mussolini contre l'Abyssinie parce que cet échec aurait compromis l'existence même du fascisme italien, dont l'Angleterre estime qu'il est nécessaire pour sa politique d'équilibre, et dont la chute amènerait probablement une révolution sociale en Italie, chose que craint aussi le capitalisme anglais.)

En Méditerranée occidentale, il y a bien Gibraltar, mais Gibraltar permet précisément à l'Angleterre de neutraliser les coups de l'Italie. Le dernier accord anglo-italien vise à ceci : éloigner l'Italie de la Méditerranée orientale en lui laissant les mains libres dans la Méditerranée occidentale, une fois garantis les intérêts britanniques. Dans cette zone méditerranéenne, au centre, sont les colonies françaises de Tunisie et d'Algérie que l'Italie convoite depuis de nombreuses années et qui, en outre, étant donné qu'en Tunisie il y a Bizerte, forment avec Toulon une tenaille navale très dangereuse; il y a aussi, dans cette même zone occidentale de la Méditerranée, le Maroc, qui peut être l'objet d'un nouveau partage au bénéfice de l'Italie et de l'Allemagne, chose à laquelle ne s'opposerait pas l'Angleterre, à condition que la France ne s'installe pas dans la zone espagnole où cela altèrerait l'équilibre du détroit; il y a aussi les colonies espagnoles de la côte occidentale d'Afrique dont l'occupation par l'Italie ou l'Allemagne, ou par les deux, ne serait pas vue avec déplaisir par l'Angleterre, parce que cela apaiserait momentanément les Puissances totalitaires et créerait un nouvel équilibre politique en Afrique occidentale et centrale.

En somme, la politique anglaise dans la guerre d'Espagne signifie qu'elle accepte en principe la révision du problème colonial, aux dépens, en premier lieu probablement, des possessions espagnoles d'Afrique, et, en second lieu, des colonies et mandats de la France.

On ne doit pas oublier que l'Italie aspire à déboucher du désert de Libye vers le Sud et vers l'Ouest aux dépens des colonies françaises, et que l'Allemagne d'Hitler désire rétablir la politique coloniale de l'Allemagne de Guillaume II, en commençant par récupérer ses anciennes possessions africaines du Togo, du Cameroun, du sud-ouest africain et du Tanganyika. Ensuite on s'arrondira avec l'Angola et le Mozambique portugais, afin de constituer une *Mittel Africa,* une Afrique centrale germanique, copie et filiale de la *Mittel Europa.* Plus tard viendra la récupération des anciennes possessions d'Asie et d'Océanie. A ce moment seulement on estimera qu'on est sorti complètement victorieux du Traité de Versailles. C'est pourquoi l'Angleterre essaiera à l'égard de l'Allemagne la même manœuvre qu'à l'égard de l'Italie, c'est-à-dire fera en sorte que, pour l'instant, l'Allemagne détourne son attention de l'Afrique orientale, du mandat anglais sur Tanganyika et commence sa reconquête coloniale par l'Afrique occidentale et centrale où la plus grande et la meilleure part des mandats est entre les mains de la France.

En un mot, les Espagnols sont en train de subir les premières conséquences des clauses coloniales du Traité de Versailles (les Abyssins en avaient subi les toutes premières), et l'Angleterre encourage la révision de ces clauses en tolérant l'action préparatoire d'enveloppement que réalisent actuellement l'Italie et l'Allemagne par leur intervention en Espagne. Leur guerre contre la République espagnole est un chantage à l'égard de la France afin de l'intimider et de s'emparer de positions stratégiques en Espagne et dans les îles espagnoles, en vue d'une autre guerre, plus grande, dont l'objectif serait de dépouiller notre voisine de ses colonies et de ses mandats. Le jeu des Puissances fascistes ne saurait être plus clair, comme est également très clair le double jeu de l'Angleterre, protectrice en apparence de la France, et qui encourage en fait la politique d'agression de l'Italie et de l'Allemagne. Ainsi se poursuit le jeu entre les impérialismes rivaux; et nous, l'Espagne pacifique, et qui n'est plus impériale, nous en sommes les premières victimes. La France ne le voit-elle pas, elle qui est désignée comme la prochaine victime?

Les forces favorables à la République

Triste et désolant paraît le tableau que je viens de tracer. Il ne l'est cependant pas si nous le complétons par une description sommaire des forces qui sont intéressées à notre cause, forces qui sont formidables, et seront sûrement décisives. Ce qui a été exposé avait trait aux facteurs qui sont contraires et hostiles à notre République. Mais il y en a d'autres qui sont positifs et favorables, et beaucoup de ceux qui ne le furent point dès le début, le sont aujourd'hui, et d'autres, qui ne le sont pas encore, le seront demain. Internationalement, le temps travaille pour nous. Petit à petit, en tous les pays, beaucoup d'hommes et certains groupes sociaux qui, au commencement, s'étaient laissés impressionner par la propagande fasciste et pensaient que

l'insurrection militaire, inspirée et aidée par l'Italie et l'Allemagne, était une lutte pour la défense de la civilisation contre le bolchevisme, se sont maintenant convaincus que ce n'était qu'un grossier mensonge, et que les Etats totalitaires visent seulement, comme but ultime, l'hégémonie de leur absolutisme en Europe (réplique tardive et archaïque du système de Metternich), ainsi que la satisfaction de leurs appétits coloniaux. Autrement dit, il s'agit du début d'un conflit international dans lequel se décidera le sort de l'Europe. Comme tant d'autres fois dans l'histoire, l'Espagne est la scène d'un conflit de portée universelle. C'est là notre malheur, mais, en même temps, notre orgueil et notre gloire. L'Espagne est la forge des destins continentaux.

Nous énumérerons sommairement ceux qui sont avec nous et ceux qui y seront dans les jours qui viennent. Il y a en premier lieu le prolétariat international, et particulièrement celui des pays démocratiques, qui voit dans notre lutte, après ses défaites d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche, la plus grande espérance de la classe ouvrière dans le monde entier.

Le prolétariat anglais est en train de miner la base nationale du gouvernement aristocratique et financier qui, des bureaux du Foreign Office, protège les factieux et les Etats fascistes, et le moment n'est pas loin où il en achèvera l'écroulement. Cela ne fait par de doute. La récente (14) défaite du gouvernement dans une élection partielle d'un quartier de Londres est un symptôme très significatif. Comme l'est également la décision prise, il y a quelques jours, par la très importante Fédération des mineurs des Galles du Sud, de boycotter tout le commerce avec l'Allemagne et l'Italie.

Au commencement de la guerre, les leaders du parti travailliste craignaient le départ de leurs électeurs catholiques, qui sont nombreux et influents, parce que Mussolini avait acheté, c'est le terme exact, moyennant de nombreux millions de lires (15), l'adhésion du Vatican à sa politique de conquête, et que celui-ci avait lancé à l'univers catholique la consigne de soutenir le fascisme. Mais en Angleterre, et aux Etats-Unis principalement, le catholicisme, qui est, en ces pays, une force politique considérable, s'est soulevé contre les persécutions d'Hitler à l'égard de ses coreligionnaires allemands, contre la brutalité sauvage des italo-allemands en Espagne et contre l'opportunisme antichrétien du pape.

En France le prolétariat est unanimement en faveur de la République, et en désaccord avec la politique de Blum, sauf, ainsi que je l'ai indiqué, les éléments dirigeants et officiels du parti socialiste et d'une partie des syndicats. Ce désaccord a été, plus que l'hostilité des droites, la cause de la chute des gouvernements Blum, particulièrement du second. Les récentes (14) grèves de l'industrie métallurgique, facteur capital de la dernière crise, signifient une protestation véhémente contre la politique d'abstention du parti socialiste dans la question espagnole. Libéré de la discipline que lui imposait la présence de Blum et du parti socialiste à la direction du gouvernement français, le prolétariat de France exigera, avec plus d'énergie, du nouveau gouvernement ou de ceux qui lui succéderont, la dénonciation du pacte de non-intervention et la liberté consécutive du commerce des armes avec l'Espagne républicaine.

La politique française évolue vers le centre, et cela doit être considéré comme favorable à notre cause, quelque paradoxal que cela puisse paraître. Le gouvernement de Blum, de même que tout autre gouvernement de gauche, présentait cet inconvénient en ce qui touche l'Espagne : le moindre geste en notre faveur était interprété par les droites comme témoignant d'une politique révolutionnaire de parti, et comme destiné à entraîner le pays dans la guerre. Tandis que si un gouvernement du centre, qui n'aura pas, comme Blum, à demander pardon aux droites d'être au pouvoir, se décide à rompre le pacte de non-intervention ou, comme les autres, à ne pas en tenir compte, tout le monde n'y verra qu'une politique d'intérêt national, et non de parti.

En Angleterre et en France il existe beaucoup de bourgeois libéraux, et aussi beaucoup d'hommes de droite, dont le nombre augmente chaque jour, qui ne voient pas dans la guerre d'Espagne un conflit de politique intérieure, mais un problème militaire continental. Avec eux sont d'accord les hommes les plus intelligents des états-majors de terre et de mer de France et d'Angleterre, des hommes qui savent mesurer mathématiquement les moindres mouvements stratégiques des ennemis possibles en temps de paix, et pour qui, en outre, le prestige militaire et naval de leur pays est constamment diminué par la politique européenne de ces dernières années. Les sinistres transactions de l'Angleterre aristocratique et financière, les lamentables faiblesses et vacillations de la France ont produit dans ces milieux un sentiment de colère et de honte qui finira par provoquer des changements radicaux dans la politique de ces pays.

Aux Etats-Unis, augmente de jour en jour un courant d'opinion publique en faveur d'une dérogation à la loi de neutralité qui interdit le commerce de matériel de guerre avec l'Espagne et la Chine, et il y a dans le gouvernement même des ministres qui sont partisans de rétablir la liberté de ce commerce. J'ai beaucoup d'espoir que cette barrière, elle aussi, sera totalement abattue en temps opportun.

Les possibilités de la victoire républicaine

Tirons maintenant les conséquences de cet long exposé. Une fois faite la balance des forces internationales qui travaillent pour et contre notre cause, les conclusions auxquelles j'arrive sur les possibilités de gagner la guerre sont les suivantes :

Il me paraît probable que, étant donné les changements qui s'opèrent dans l'opinion publique internationale en faveur de la République espagnole et des changements qui doivent parallèlement se produire dans l'attitude de leurs gouvernements, le pacte de non-intervention deviendra bientôt non effectif, et la République espagnole pourra acquérir autant de matériel de guerre qu'il lui faudra. Est-ce qu'avec un matériel de guerre suffisant, on

(14) Nous rappelons que ce discours a été prononcé en avril 1938. (*Note du traducteur*).

(15) Ce fut d'abord un milliard de lires en titres d'Etat, et ensuite 700 millions de lires en espèces. Voir G. T. Garratt : *L'Empire romain de Mussolini*, pages 11 et 12. Londres 1938.

pourra obtenir une décision militaire en faveur de la République? C'est un problème, en partie politique, en partie technique, sur lequel un profane dans les questions militaires, comme moi, ne peut se prononcer qu'avec réserve. Mais voici ce qu'on peut dire : si le matériel nécessaire arrive à temps, comme nous l'avons supposé, et si la discipline de combat se maintient à la hauteur du destin historique qu'est en train de réaliser l'Espagne, la probabilité est que la guerre accentuera son caractère de guerre moderne, telle que celle-ci est apparue durant 1914-1918, c'est-à-dire une guerre de positions où la manœuvre en terrain libre a disparu, et où c'est, en définitive, le moral de l'arrière et les moyens économiques dont on dispose qui décident, en déterminant la débâcle du plus faible, comme cela est arrivé aux Empires centraux, où ce fut la résistance des civils qui s'écroula.

Ces deux facteurs nous favorisent. Les factieux ont besoin de constantes victoires et d'une décision rapide, qui, pour eux, commence à tarder déjà pas mal, parce que leur arrière n'est pas aussi homogène que le nôtre, et parce que l'aide de leurs maîtres étrangers ne peut être illimitée, ni dans le temps, qui les presse pour des raisons de politique intérieure et extérieure, ni en moyens matériels, qui ne peuvent être indéfiniment gaspillés pour un objectif secondaire comme l'Espagne, et risquent de faire défaut pour le principal, qui est la guerre d'Europe, étant donné que les pays adverses se réarment jusqu'aux dents.

D'autre part, il est notoire que l'accord anglo-italien est considéré en Allemagne comme un accroc fait à l'axe Rome-Berlin. Et Mussolini à son tour voit avec une profonde inquiétude l'installation de la Puissance nazie sur sa frontière du Nord. Les archives du chancelier Schuschnigg sont parvenues à Londres, et, d'après le *Daily Herald,* elles contiennent des révélations sur les plans d'Hitler sur le Tyrol, pays pour le moment italien. Tout cela peut être le début d'un écroulement de l'axe Rome-Berlin et de l'incorporation de l'Italie au groupe franco-britannique. L'accord anglo-italien peut être un symptôme de ce changement, le commencement d'un nouveau front de Stresa. Les dernières nouvelles paraissent indiquer que la France, elle aussi, cherche un rapprochement avec l'Italie, sur la base de la souveraineté et de l'intégrité de l'Espagne.

Mais si, contrairement à ces prévisions, les deux Etats fascistes persistaient dans leur aventure espagnole, et si la guerre se prolongeait indéfiniment de par la décision de la République de ne pas déposer les armes avant la victoire totale sur les factieux — et nous n'avons pas le choix d'autre chose, — l'Angleterre, et surtout la France, se verraient probablement obligées, à la fin, d'intervenir, sous la pression croissante de l'opinion publique et devant ce double péril que la guerre, si elle persiste en Espagne, finira par s'étendre à l'Europe, et qu'elle commencera à l'heure et à l'endroit qui conviendraient le mieux aux pays fascistes. Cette intervention pourrait se produire sous l'une ou l'autre de ces deux formes : ou bien en imposant par la force le départ des troupes italo-allemandes de l'Espagne et la non-fourniture de matériel de guerre aux rebelles, ou bien par un accord diplomatique de compensations financières et coloniales à la même fin. La France fait des difficultés pour laisser poser le problème colonial (16); l'Angleterre incline, au contraire, comme le montre l'accord anglo-italien, à la méthode diplomatique des concessions. La question est de savoir si ces deux Puissances arriveront à se mettre d'accord; je pense qu'elles y parviendront.

Mon opinion est que, à moins que ne surgisse un incident imprévu en rapport avec notre guerre, ou que l'Allemagne ne s'arrête pas un seul instant dans sa course à la réalisation du pangermanisme, avec, comme première proie, la Tchécoslovaquie, une révision des clauses coloniales du Traité de Versailles est inévitable comme conséquence de la guerre d'Espagne. La seule autre alternative à cette révision est une guerre européenne, avec le même but, de la part des Puissances insatisfaites.

Il est probable que la redistribution des colonies s'appliquerait, entre autres, à nos possessions d'Afrique : le Rio de Oro, limithrophe du Sahara français, la Guinée espagnole, limithrophe du Cameroun et de l'Afrique équatoriale française, permettraient de faire des cadeaux à l'Italie et à l'Allemagne, ou seraient utilisés comme compensation pour des territoires qu'abandonneraient l'Angleterre et la France en Afrique occidentale ou centrale.

Sur le Maroc l'accord entre les empires rivaux sera plus difficile, ainsi qu'on l'a vu lorsque, au début de 1937, le gouvernement de la République espagnole offrit à l'Angleterre et à la France de prendre la zone espagnole du Maroc comme objet de négociations. Notre note secrète sur ce sujet fut divulguée à Londres, et je suis convaincu qu'elle le fut par le Foreign Office, dans l'intention de saboter notre offre par avance, à cause de la crainte que la France n'ajoute notre zone à la sienne. L'Angleterre ne veut ni de la France, ni d'aucune autre Puissance de premier ordre, comme voisine sur l'autre rive du détroit de Gibraltar. Elle préfère qu'y reste un pays inoffensif comme l'Espagne, un Etat-tampon. C'est pour cela que la négociation à ce sujet était vouée à l'échec avant d'avoir commencé. Mais le Maroc espagnol n'en intéresse pas moins la France, et il doit intéresser aussi l'Italie et l'Allemagne, bien que les factieux, qui furent les premiers à publier notre Note, en accord probablement avec le gouvernement anglais et sur sa demande, eussent poussé des grands cris, non point que le Maroc les préoccupât, car on a vu combien ils se soucient peu de l'indépendance et de l'intégrité du pays, mais parce qu'ils craignaient que les Etats fascistes ne se désintéressent de leur cause, si l'on procédait à une redistribution des territoires coloniaux.

Une fois de plus, l'Angleterre, en ne condérant que son seul intérêt, a fait le jeu des rebelles. Mais le Maroc, qui n'a fait que coûter au peuple espagnol beaucoup de sang, beaucoup d'or, et beaucoup de tracas, et qui a été la base de départ de la rébellion militaire, continue à être, maintenant comme alors, un excellent objet de négociations, et l'Angleterre devra le prendre comme tel, qu'elle le veuille ou non, à la condition que la République espagnole le veuille, et elle doit le vouloir à mon avis. Le traité d'Algérias et ceux qui lui ont fait suite au sujet du Maroc

(16) Pierre Grosclaude : *Menaces allemandes sur l'Afrique.* Paris 1938.

sont virtuellement détruits, et ce n'est pas la République qui désire les rétablir. Pour la République espagnole, il n'importe en premier lieu que l'indépendance, l'intégrité et la souveraineté de l'Espagne, et il n'y a pas d'inconvénients à sacrifier pour cela des bribes de colonies, coûteuses et vaines. L'Espagne doit abandonner tout rêve impérial; il doit lui suffire de cultiver son propre jardin. Tout le reste n'est que vanité des vanités.

En un mot, en supposant, ce qui me paraît très improbable pour toutes les raisons que j'ai données, que le monde entier, sauf les exceptions indiquées de la Russie, du Mexique et de quelques entreprises privées, persiste à ne pas nous vendre des armes, et que, ni l'Angleterre ni la France ne soient disposées à agir par la diplomatie ou par la force pour amener l'Italie et l'Allemagne à cesser de soutenir les factieux, est-ce que la République n'aurait qu'à mourir ou à capituler, ce qui est aussi mourir? Je pense que non.

L'Espagne loyale est obligée de lutter jusqu'au bout pour son indépendance et sa liberté, il lui faut soumettre les rebelles et supprimer une fois pour toutes les restants de féodalité qui ont ensanglanté le pays à trois reprises rien que pendant le XIXe siècle, et qui ont, en réalité, converti l'histoire contemporaine de notre pays en une guerre civile permanente qui ne cessera que lorsque la puissance économique de ces féodaux aura été extirpée jusqu'à la racine. Par contre, la République n'est pas obligée de donner sa vie et celle de ses citoyens pour la défense des frontières et des points stratégiques d'autres pays, ni pour la répartition des colonies telle qu'elle a été faite par le Traité de Versailles, ni pour le maintien d'Empires étrangers quand ne nous importe pas même la conservation des restes du nôtre.

Notre situation géographique et nos sympathies politiques mettent notre destin historique du côté du système franco-britannique, et nous désirons y être, mais nous ne voulons pas être les jouets tragiques des rivalités impérialistes de l'Europe, et si ceux pour la sécurité et les intérêts desquels nous luttons en même temps que pour les nôtres nous abandonnent, s'ils se croisent les bras égoïstement et contemplent notre épopée avec une indifférence incompréhensible, qui, finalement, leur coûtera très cher, notre désespoir et notre juste ressentiment peuvent nous obliger à rechercher le retrait de nos ennemis extérieurs par d'autres moyens que par les armes et les amener ainsi à nous laisser seuls avec les factieux. Utopie? L'histoire est semée de faits qui, alors qu'ils n'étaient encore qu'à l'état d'idées, semblaient utopiques, impossibles.

A bon entendeur, salut!

La diplomatie française est suffisamment fine, ainsi que la diplomatie anglaise dont l'astuce va jusqu'au génie, pour qu'elles comprennent à demi-mot. Mais cela doit tout de même être dit d'une manière fort claire et catégorique, et je crois qu'est arrivée l'heure de le dire. Que ces Puissances choisissent le cours que suivra dans l'avenir la politique extérieure de la République.

Tout ce processus peut être rapide ou lent. Au degré de tension où en sont arrivées les choses, je crois qu'il sera rapide. Mais, quel que soit son cours, il ne faut pas nous impatienter.

Notre grande force est de résister et d'attendre. La patience héroïque est le secret de la plupart des grandes victoires. Celui qui se hâte, ou tombe dans un découragement prématuré, a presque toujours perdu la guerre. La force morale vaut, en dernier ressort, plus que la force matérielle. C'est ce qu'enseigne l'histoire de la plupart des guerres, particulièrement des guerres civiles et de celles où s'est produite une intervention étrangère. Désespérée était la situation de la France sous la Révolution, avec la moitié du pays soulevée, et l'étranger sur les frontières : elle vainquit cependant. Désespérée fut pendant plusieurs années la situation de l'Espagne, pendant l'invasion napoléonienne, l'envahisseur étant la plus grande Puissance de l'époque : et elle vainquit. Pendant plus de deux ans, pendant la guerre de sécession, les Etats-Unis du Nord crurent tout perdu parce que la compétence militaire était avec les factieux, comme elle l'est maintenant en Espagne, et, pourtant, ils vainquirent, parce que le peuple et la volonté de vaincre étaient avec eux. Désespérée était la situation des révolutionnaires russes après le traité de Brest-Litovsk, ils étaient attaqués par toutes les classes contre-révolutionnaires du pays et envahis par toutes les Puissances alliées sous le prétexte de restaurer un régime qui poursuivrait la guerre européenne : et ils vainquirent. Désespérée était la situation de l'Espagne pendant ses guerres civiles du siècle dernier, avec ses provinces séparées, son peuple peu discipliné et peu enthousiaste de la cause libérale : et cependant elle vainquit toujours.

La lecture préférée de nos soldats et de l'arrière, à l'heure actuelle, devrait être celle de l'histoire des guerres civiles que je viens de rappeler. Quel enseignement, et quel stimulant! Elle leur apprendrait surtout à acquérir cette puissance invincible qu'est la patience et la ténacité, sans laquelle il n'y a, en aucune guerre, de victoire possible.

Elle leur enseignerait aussi à se guérir des illusions faciles ainsi que de ce microbe défaitiste qui s'appelle le « tout est perdu », microbe qui s'infiltre partout, qui corrode le moral des combattants et de la population civile. Naturellement, dans les guerres, « tout est perdu » depuis le commencement pour ceux qui les font perdre; mais, presque toujours, les plus optimistes comme les plus pessimistes se trompent. Tout était perdu pour la France au début de 1918, et la victoire vint, fulgurante, quelques mois après. On ne sait jamais comment se déroulera une guerre, et le savent moins que quiconque, souvent, les professionnels de la guerre et la plus grande partie des hommes politiques. Pour savoir si une guerre sera perdue ou non, il ne faut pas le demander aux autres, mais à soi-même, et quand on se répond *non*, c'est qu'on a suffisamment de ténacité et d'énergie pour vouloir qu'elle ne soit pas perdue, c'est qu'on compte sur la force principale qui assure la victoire : celle de l'esprit.

Quand un peuple lutte, comme le nôtre, pour son indépendance, pour sa souveraineté nationale, pour sa vie physique, pour une révolution anti-féodale et pour l'avenir de l'Europe, sur la base d'une victoire certaine si l'on sait résister et espérer, ce serait une immense trahison historique que de penser, de seulement penser, qui la victoire est impossible.

Luis ARAQUISTAIN.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LE MOMENT DECISIF

Il est une chose sur laquelle on peut, je crois, nous rendre justice, c'est que, depuis deux ans et demi, depuis le 19 juillet 1936, nous avons continuellement insisté sur deux points : d'une part, que l'Angleterre était derrière Franco, que toute la politique anglaise a consisté depuis deux ans et demi à apporter à Franco l'aide indirecte, mais souverainement efficace, qui consistait à priver d'armes, de munitions, de vivres le peuple espagnol républicain, tandis qu'était ravitaillée à une échelle de plus en plus colossale, en armes, en munitions, en hommes, la camarilla franquiste (1); d'autre part, dès le début également, nous avons dit, contrairement à l'opinion générale, qui voyait dans la fin de la guerre espagnole la suppression d'une cause de guerre européenne, que ce serait, au contraire, avec la fin de cette guerre, si elle devait se terminer par la victoire de Franco, que commencerait le moment le plus critique pour l'Europe, car c'est à ce moment, et à ce moment seulement, que se poserait la question fondamentale : qui sera le maître de la Méditerranée, l'Italie appuyée sur l'Allemagne, ou l'Angleterre appuyée sur la France?

A l'heure actuelle ces faits sont d'une telle évidence que personne ne peut plus les nier.

Maintenant, au fur et à mesure qu'on approche davantage du moment décisif, le jeu se précise et prend des formes plus concrètes qu'il importe de mettre en lumière.

Le moyen direct, pour l'Italie et l'Allemagne, de tirer profit de l'aide ouverte qu'elles avaient donnée à Franco, était de mettre la main sur l'Espagne, soit dans une mesure limitée, en se faisant céder, sous une forme ou sous une autre, certains territoires, soit plus généralement en exerçant un protectorat de fait sur l'Espagne tout entière. Le premier moyen avait l'inconvénient des solutions franches, de montrer crûment à toutes les fractions du peuple espagnol que le « nationaliste » Franco avait acheté sa victoire moyennant un démembrement de sa nation, ou l'abandon de possessions de sa nation. La seconde avait l'inconvénient, encore plus grand, de la précarité. Combien de temps Rome et Berlin pouvaient-ils tenir Franco dans leur obédience? Le jour où celui-ci n'aurait plus un pressant besoin d'eux, n'abandonnerait-il pas les artisans publics de sa victoire pour se retourner vers l'artisan caché, l'Angleterre, à laquelle sa puissance financière, d'une part, l'énorme situation acquise qu'elle occupe dans l'économie espagnole, devaient nécessairement donner l'avantage dans une lutte d'influence, dès que l'existence de Franco ne dépendrait plus des avions allemands et des divisions italiennes? D'autre part, cette situation avait le gros désavantage d'opposer, à Rome et à Berlin, le bloc étroitement uni de Londres et Paris, l'Angleterre et la France ayant un intérêt égal à ce que l'Espagne ne soit pas colonie italo-allemande.

C'est pourquoi Mussolini a choisi une autre solution qu'on a vu brusquement apparaître, au moment même où commençait l'offensive de Catalogne. En même temps que Mussolini redoublait d'amabilité à l'égard de l'Angleterre, qu'il répétait sur tous les tons à Chamberlain qu'il ne resterait pas en Espagne, il lançait la violente campagne de revendications territoriales que l'on sait à l'égard de la France.

Qu'est-ce à dire?

C'est clair comme de l'eau de roche : l'Italie (l'Allemagne aussi) est prête à quitter l'Espagne, à ne pas chercher à établir son protectorat sur Franco, si la France lui fournit, en remplacement de l'Espagne, d'autres positions méditerranéennes, telles que la Tunisie et la Corse (et si l'Allemagne requiert des positions mondiales par la rétrocession de ses anciennes colonies).

Si cela est fait, si les revendications italiennes (et allemandes) sont satisfaites, l'« axe » laissera l'Espagne à l'Angleterre, et délivrera la France de la menace pyrénéenne. Mais si cela n'est pas fait, l'Italie et l'Allemagne conserveront la position stratégique de premier ordre qu'elles se sont assurée contre la France, jusqu'au moment... où elles jugeront nécessaire de l'utiliser.

Cette politique exige, naturellement, la collaboration, de bon ou de mauvais gré, de Franco. Il faut donc que celui-ci soit maintenu dans l'obédience italo-allemande jusqu'à son achèvement, et pour cela il faut que jusqu'à cet achèvement la menace continue à peser sur Franco. C'est pourquoi, non seulement les troupes italo-allemandes resteront en Espagne jusqu'à ce moment, mais aussi on s'arrangera très probablement pour que, jusqu'à ce moment, le front républicain du Centre reste plus ou moins intact.

C'est dès le moment où l'armée italo-allemande-franquiste aura atteint Port-Bou, dès avant toute tentative de réduction de l'armée Miaja que sera l'instant décisif, l'instant où la France devra choisir : ou céder, ou combattre sur trois fronts.

---

(1) Nous avons démontré cela, dès le premier jour, en nous appuyant uniquement sur les actes de la politique anglaise, et sur l'intérêt évident des éléments les plus puissants de la Cité. Mais nous aurions pu également faire état d'un propos tenu par Eden, dès les premiers mois de la guerre espagnole, à un des membres les plus importants du Labour Party, et que nous tenons de source directe : « *Je suis le seul membre du gouvernement*, déclara Eden à ce membre du Labour Party, *qui défend au sein du Cabinet la cause de la République espagnole; tous les autres ministres sont favorables à Franco.* »

LA MENACE JAPONAISE SUR L'INDOCHINE SE CONCRETISE

L'opération italo-allemande a donc été, avant tout, une opération de stratégie militaire de grande envergure. Il s'agissait de s'assurer, comme disent les militaires, une « base de départ » pour l'attaque contre la France. Base de départ magnifique, sur l'importance de laquelle il est inutile d'insister.

Mais le grand état-major allemand, qui a l'habitude de ne rien laisser au hasard, a pensé à assurer également des bases de départ pour les attaques secondaires. C'est ainsi qu'il y a à peine quinze jours, l'agence Fournier donnait, dans une dépêche de Hong-Kong, une nouvelle hautement significative, et qui, sans doute pour cette raison, est passée à peu près inaperçue; la voici :

Hong-Kong, 26 janvier. — Un communiqué officiel chinois annonce que la marine japonaise a occupé, après une forte résistance de la part de la population, l'île Ouaï-Tchéou, qui se trouve dans le golfe du Tonkin.

Il y a quelques mois, la presse officieuse française fit grand tapage sur un débarquement présumé des Japonais dans l'île d'Haïnan — nous l'avons signalé à l'époque. L'occupation d'Haïnan par les Japonais, disaient nos officieux, constituerait une grave menace pour l'Indochine, que ni la France, ni l'Angleterre ne pourraient tolérer.

Or Haïnan est à 300 kilomètres de la côte du Tonkin, et Ouaï-Tchéou... à 200 kilomètres! C'est dire que l'occupation de Ouaï-Tchéou est pour l'Indochine une menace beaucoup plus grande que n'aurait été celle d'Haïnan; nos officieux, et M. Mandel, se taisent cependant, et ça se comprend; M. Mandel ne peut plus faire le matamore : il y a eu Munich.

L'occupation de Ouaï-Tchéou n'en garde pas moins toute sa signification : on peut, de Ouaï-Tchéou, aller bombarder Haïphong et Hanoï aussi facilement que, des Baléares, Barcelone et Valence.

Autre base de départ.

GUERRE TYPIQUEMENT IMPERIALISTE

La chute de Barcelone, la perte de la Catalogne, est un événement d'une importance sociale incalculable, à laquelle ne peut guère être comparée que la chute de Gand en 1383, l'un de ces événements cruciaux qui, comme tous les événements de cet ordre, est presque ignoré de l'histoire officielle, l'histoire officielle faisant le silence sur les luttes de classes. On nous pardonnera de ne pas, malgré l'« actualité », en parler aujourd'hui; cela nous va trop au cœur pour que nous ayons le courage d'en dire dès maintenant ce que nous en pensons.

Cependant, il est une chose qu'il faut dire tout de suite.

En laissant écraser l'Espagne républicaine, que dis-je?, en la faisant écraser, la France et l'Angleterre s'interdisent définitivement de se poser en champions de la démocratie. Lorsque, par un blocus de deux ans et demi, poursuivi avec une ténacité qui n'a eu d'égale que son hypocrisie, on a assassiné la démocratie chez un peuple voisin, de quel front oserait-on prétendre par la suite que, si on entre en guerre, c'est pour la défense de la démocratie!

Ces mensonges ne peuvent plus tromper personne. Lorsque la bourgeoisie française entrera en guerre contre l'Allemagne et l'Italie, ce sera exclusivement pour la défense de son Empire. Eh bien! son Empire, qu'elle le défende toute seule.

Dès les débuts de 1937, lorsque le socialisme français, alors maître du gouvernement, et qui venait d'organiser le blocus de la République espagnole « pour éviter la guerre », déclarait qu'il était prêt à faire la guerre si l'Italie restait aux Baléares, nous avons dit : « pour les Baléares, nous ne marchons pas! ». Nous le répétons aujourd'hui avec plus de force encore : ni pour les « lignes de communication » de l'Empire français, ni pour la défense de quelque partie que ce soit de cet Empire, nous ne marcherons pas, même si on a encore l'audace, après avoir trahi la démocratie en Espagne, d'oser prétendre que la défense de l'« Empire » français s'identifie avec la défense de la « démocratie ».

En fait, la guerre qui vient sera la guerre le plus typiquement impérialiste qu'on ait connue depuis 150 ans. Depuis les guerres de la Révolution française, toutes les guerres européennes, même celle de 1914, ont eu, dans une mesure plus ou moins grande, un caractère social : elles ont toutes concouru, pour une part, à supprimer en Europe les vestiges de l'Ancien Régime. Rien de semblable dans la guerre qui s'approche. Il s'agit, cette fois, uniquement, exclusivement, d'impérialisme. De l'impérialisme le plus sordide qui soit : du partage des peuples à exploiter et à opprimer.

Cette guerre là, Messieurs, n'est pas *notre* guerre. Elle ne l'est à aucun titre. Elle est *vôtre*, exclusivement vôtre. Faites-là. Nous la subirons, mais nous ne la ferons pas.

R. Louzon.

P. S. — Je m'excuse de répondre avec quelque retard à la lettre de Fontaine parue dans la dernière *R. P.*

La politique préconisée par Fontaine et les *pacifistes* (j'entends ceux qui envisagent tout du point de vue de la paix et de la guerre, qui subordonnent tout à la question d'éviter la guerre) consiste à partager les profits de l'impérialisme; à faire que la France et l'Angleterre abandonnent une partie de ceux-ci au profit de l'Allemagne et de l'Italie. C'est donc une politique impérialiste, je veux dire : *une politique qui reste sur le plan de l'impérialisme.*

La solution que j'ai exquissée pourrait être celle de ceux auxquels j'appartiens et qu'on peut appeler les *anti-impérialistes* (c'est-à-dire ceux qui mettent au-dessus de tout la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui envisagent tout du point de vue

de la suppression de l'exploitation des classes par les classes ou des peuples par les peuples). Cette solution consiste, non à partager ou à mettre en commun l'impérialisme, mais à le supprimer, sinon, tout de suite, pour le monde entier, au moins, d'abord, pour une partie du monde. Je rappelle qu'un élément essentiel, fondamental du plan que j'ai exposé et sans lequel tout le reste tombe, est la libération des colonies franco-britanniques.

Mais la suppression de l'impérialisme peut-elle s'accomplir, même dans un domaine limité, avant celle du capitalisme? La suppression de l'exploitation des peuples par les peuples peut-elle se réaliser avant celle de l'exploitation des classes par les classes?

Cela dépendra, surtout, il me semble, des circonstances historiques.

Or les circonstances actuelles me paraissent favorables à un effort dans ce sens. En se maintenant sur le plan de l'impérialisme, en voulant conserver tout ou partie de leur gestion, la France et l'Angleterre sont vaincues d'avance. La disproportion des forces est trop grande. Ce n'est qu'une question de temps : non seulement la France et l'Angleterre sont condamnées à perdre leur Empire, mais aussi à devenir elles-mêmes pays d'Empire, à passer du rang de peuple exploiteur à celui de peuple exploité; par contre elles peuvent éviter ce sort en se portant hors du plan de l'impérialisme et du nationalisme, en élevant un nouveau drapeau qui fera frémir le monde, au lieu de continuer à se couvrir des mêmes vieux lambeaux que leurs adversaires.

Economiquement, politiquement et militairement la création d'un vaste territoire formé de peuples égaux et communiquant librement entre eux est le seul moyen, pour les peuples anglais et français, d'éviter la servitude. Tel est le facteur qui peut actuellement les pousser, s'ils en sont encore capables, à abandonner le plan de l'impérialisme et à sortir de la nation.

«Les munitionnaires yankee... avec nous»

C'est le titre de la « Feuille Bimensuelle » du 1er février sortie avec un peu de retard et que nos camarades recevront cette semaine. Nous l'avons consacrée à l'attitude américaine devant la menace d'un conflit européen. Avant même de connaître les démentis, nous avions mis en doute les propos plus ou moins officiels de Roosevelt utilisés par nos bellicistes.

Ce n'est pas la première fois que l'on veut encourager le futur poilu en lui assurant l'aide américaine. Ce ne sera pas non plus la dernière. Il n'est pas difficile de comprendre que dans ce prodigieux pays les marchands d'armements ne reculent et ne reculeront devant rien pour inciter les peuples d'Europe à se « bagarrer »; on paiera ce qu'il faut pour obtenir de la presse, du cinéma et de la radio l'aide nécessaire. Une guerre en Europe remboursera... et remboursera bien.

C'est ce que notre « Feuille » démontre à l'aide d'un graphique très clair tracé d'après une publication américaine.

Voilà encore un bon document à mettre entre les mains des syndiqués.

Le secrétariat du Centre syndical d'action contre la guerre.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

QUATRIEME LISTE

E. et G. Lefranc	50	»
Lucien Pajot	10	»
Mons	30	»
Walter	10	»
Jeanne Laurent (Allier)	20	»
Paul Foy (3e versement)	20	»
Lelièvre (Vendée)	5	»
Vieilly (Maroc)	25	»
André Juin	40	»
Chériaux	5	»
Chestier (2e versement)	10	»
Messaussier	4	»
Lagrange	10	»
Lippe (Belgique)	10	»
Beucher	15	»
Delsol (3e versement)	10	»
Hubert	10	»
Mattei	20	»
Fontaine (Rhône)	20	»
Nourmont	5	»
Duperray (Loire)	5	»
Deluret (Lot-et-Garonne)	10	»
Perdoux	10	»
Chestier (3e versement)	10	»
Cot	10	»
Roujou	10	»
Wipff	10	»
Total de la quatrième liste	394	»
Listes précédentes	4.110	10
Recettes totales	4.504	10

Cette quatrième liste comprend tant les sommes versées à la « R. P. » que celles qui sont parvenues directement à mon compte postal 2065-09 Paris (Maurice Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-St-Gervais), jusqu'au 5 février courant.

Je remercie sincèrement les camarades qui ont envoyé leur obole; certains d'entre eux en sont à leur troisième versement mensuel. Je souhaite que leur exemple soit imité au plus tôt par les amis qui n'ont pas encore répondu à mes appels.

M. Chambelland.

La mort d'Edouard Berth

Nous avons appris avec stupeur la mort inattendue de notre ami et collaborateur Edouard Berth. Il avait pris sa retraite il y a un an ou deux, et restait si plein de vie que rien ne pouvait nous faire craindre une fin aussi brutale.

Edouard Berth laisse, à côté de nombreuses études publiées ici ou là, des volumes tout de substance, et, notamment : « Dialogues socialistes »; « Les méfaits des intellectuels »; «Les derniers aspects du socialisme »; « Guerre des Etats ou Guerre des Classes »; « La fin d'une culture ».

Nous avons demandé à un de nos camarades, qui fut un ami intime du défunt, d'écrire pour nos lecteurs ce qu'il connaît de la vie et de l'œuvre d'Edouard Berth.

A la famille d'Edouard Berth — et plus particulièrement à son neveu — nous adressons nos sincères condoléances.

Ceux qui s'en vont : G. Lapeyre

Il y a dix-huit mois mourait à Bordeaux Charles Thibeaudeau, militant syndicaliste, et son vieil ami, son compagnon de lutte, Guillaume Lapeyre rappelait dans la *R. P.* la vie de Thibeaudeau. Et maintenant c'est Guillaume Lapeyre que nous venons de perdre, mort brutalement à l'âge de soixante ans, le 20 novembre 1938, dans ce vieux quartier ouvrier de Bacalan où il avait tant milité. Je voudrais dire le plus simplement possible ce que doivent à de tels hommes les jeunes de 1920. Si, un jour, nous avons secoué le joug des partis politiques, si nous avons trouvé dans le syndicalisme révolutionnaire une raison de lutter et d'espérer, c'est parce que vivait en nous le souvenir de ces militants ouvriers, solidement plantés dans le peuple, n'ayant jamais pactisé, ne s'étant jamais vendus et qui sont morts pauvres et oubliés, inconnus des jeunes générations.

Guillaume Lapeyre fut l'homme d'un seul métier et d'une seule idée. Né à Pauillac en 1878, au sortir d'une jeunesse aventureuse qui le conduit à la campagne de Chine, le voici chauffeur aux Usines du Rhône en 1906, et syndicaliste; puis chauffeur-conducteur de grue à l'outillage du port de Bordeaux de 1908 au 2 août 1914.

La guerre. Le 1er octobre 1915 il est mobilisé aux usines de Dyle et Bacalan à Bordeaux. Dans le parti socialiste, dans le syndicalisme, il est minoritaire. Il appartient à ce petit noyau qui dans les Métaux lutte contre la tuerie. Sur rapport d'un policier anonyme il est arrêté en 1915 et déféré, sans enquête, sur ordre du général commandant la 18e région, devant un conseil de guerre. Propos subversifs! Après trois mois, devant le scandale de l'accusation, une ordonnance de non-lieu est rendue. Lapeyre continue l'action. Il est de ces syndicalistes révolutionnaires au tempérament libertaire qui saluent des premiers la Révolution russe. En Gironde, il est un des animateurs, avec Thibeaudeau, Gaye, et les amis de Bacalan, du groupe qui dans le parti socialiste lutte victorieusement pour l'adhésion à la 3e Internationale. Il est un des propagandistes de la *Vie ouvrière* d'après-guerre (pauvre *Vie ouvrière*, qui depuis...). Vidé de Dyle et Bacalan, après les grèves de 1920, le voici chauffeur aux charbonnages Terré. Vient la grève des dockers de 1928. Lapeyre, gréviste, et Thibeaudeau luttent au comité de grève contre l'emprise politique des dirigeants de la C.G.T.U., et eux, vieux syndiqués unitaires, sont traînés dans la boue. Je n'insiste pas : les années ont passé, les procédés restent les mêmes et Lapeyre gardait toujours l'amertume d'avoir été traité comme on ne traite pas « un jaune » dans les milieux staliniens. C'est que Lapeyre dès 1925 n'avait plus supporté la trique communiste et, comme bien d'autres, sans regretter les efforts perdus et l'enthousiasme désintéressé, il avait rompu avec les catéchismes et les troupeaux disciplinés. C'était donc un renégat et un traître. Il fut ignoblement chassé de l'administration de l'humble maison du peuple de Bacalan qu'il avait jadis fondée en 1920. Et cette page de la colonisation communiste est bien en Gironde une des plus malpropres qu'aient enregistrées les vieux militants... Il fut aussi chassé de chez Terré après la grève de 1928. Il devint docker comme Thibeaudeau. Au syndicat unitaire des dockers, il poursuivit l'action pour l'unité syndicale et l'indépendance du syndicalisme, et les injures continuèrent à l'accabler. Il cessa de travailler il y a à peine deux ans, sa vue ayant baissé et ne pouvant plus continuer ce métier dangereux. Parmi les nouveaux venus au stalinisme, à une époque où l'on change d'idées comme de veste, Lapeyre gardait l'étonnement indigné d'assister à l'éclosion du néo-nationalisme. Ce vieux minoritaire de 1915 n'admettait pas les palinodies actuelles et conservait intacte sa foi antimilitariste et syndicaliste.

Dans sa petite maison de Bacalan — trop peu souvent, je le regrette maintenant — j'aimais à parler avec lui du passé. Il me rappelait l'époque, où, dans la naïveté de mes dix-huit ans, je croyais aux partis politiques et j'ignorais le syndicalisme, et il était heureux de voir que les événements et les hommes nous avaient amenés au même point, lui, le militant ouvrier forgé dans la lutte quotidienne et moi, l'intellectuel. On parlait aussi de la *Révolution prolétarienne* dont il était un des premiers abonnés... Et j'ai toujours remporté de mes visites à ce vieux quartier, aux horizons bouchés d'usines, le réconfort que donne une vie de travailleur probe et la certitude que le syndicalisme, qui peut forger de tels hommes, reste l'espérance indestructible de l'avenir.

Lapeyre est mort humblement, modestement comme il avait vécu. Ceux qui l'ont aimé ne verront pas dans ces quelques lignes un article nécrologique pompeux dont il aurait ri le premier, mais la trace d'une amitié sincère pour un homme que n'oublieront pas ceux qui l'ont connu. Amitié qui va à sa veuve et à son fils Roger Lapeyre, le militant des adjoints techniques des ponts et chaussées, amitié qui, dans les jours que nous vivons, est un acte de foi dans le syndicalisme révolutionnaire auquel Guillaume Lapeyre consacra sa vie d'ouvrier.

J. Barrué.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Les conditions de la renaissance

S'il est une rubrique de la Révolution prolétarienne *dont la substance ne répond pas au titre, c'est bien celle-ci. Il y a déjà des années, quelqu'un remarquait qu'on trouvait, sous ce beau titre de « Renaissance du syndicalisme », beaucoup plus de signes de déchéance que de signes de renaissance. C'était vrai. C'est toujours vrai. Malheureusement. Mais si les choses sont ainsi, qu'y faire? Si notre mouvement syndical est dans un état tel que nous ne puissions, pour l'heure, mettre beaucoup d'espoir en lui, qu'y pouvons-nous? En tout cas, nous n'avons pas le droit de le surestimer. Nous devons le voir tel qu'il est, et non tel que nous voudrions qu'il soit. Tel qu'il est, il n'est pas brillant. Il s'en faut. Il s'en faut de beaucoup. Nous venons encore de le constater avec l'échec du 30 novembre et la passivité qui l'a suivi. « Oui, mais « alors, nous dira-t-on, parler de renaissance, « c'est un leurre. Ne vivez-vous pas dans un « rêve? Si le mouvement syndical est aussi « bas que vous le dites, comment pouvez-vous « espérer son redressement? Et comment ce- « lui-ci s'opérera-t-il, en admettant qu'il s'opè- « re? »*

Le titre de cette rubrique exprime plus une conviction que des espoirs. Il y a des années que nous n'espérons guère, dans l'immédiat, d'un mouvement dont les multiples faiblesses et insuffisances sont parfaitement visibles. Pourtant, quelques éclairs ont traversé cette sombre nuit. Il y eut le 12 février 1934. Puis la reconstruction de l'unité. Puis les journées de juin 1936. C'est entendu, nous sommes revenus, surtout après le 30 novembre, à l'état calamiteux. Mais, si — comme c'est le cas, et comme nous en avons eu confirmation à la lumière de ces éclairs, qui nous ont montré que, dans les grandes occasions, la classe ouvrière se ralliait toujours aux méthodes syndicalistes, — nous sommes sûrs que le moyen de sortir du marasme et de faire enfin quelque chose de positif et de solide réside dans un renouveau du syndicalisme tel que le comprenaient les fondateurs de la C.G.T., si nous sommes certains que seul ce renouveau donnera à la classe ouvrière la force et la capacité nécessaires pour lutter contre le double péril de la guerre et du fascisme, pour préserver et améliorer ses conditions de travail et de vie, pour réaliser ses objectifs généraux — alors, nous devons crier notre conviction, la répandre, la faire partager. Tel est le but du titre incriminé. Et, comme il ne suffit pas d'affirmer, nous nous efforçons, chemin faisant, en dénonçant les trahisons et en désignant les lacunes, de démontrer l'insuffisance des méthodes, d'établir la nécessité d'un effort fondamental, d'indiquer comment il pourrait, malgré tout, être tenté.

Le moment est peut-être venu de rassembler ce que nous pourrions appeler les conditions de la renaissance syndicale — et cela surtout à l'usage des camarades que la secousse du 30 novembre a plongés dans le doute ou le découragement. Tout d'abord, nous devons dire que le plus sûr moyen de ne pas redresser le mouvement syndical, c'est de l'abandonner. Allons-nous revivre une période où les ouvriers ne feront que passer dans les syndicats? Alors, c'est incontestable, il serait inutile de prôner quelque renaissance que ce soit. Les chefs incapables et cyniques triompheraient régulièrement. Ils forment d'ailleurs, au fond d'eux-mêmes, le souhait que les mécontents s'en aillent. Une certaine baisse des effectifs ferait l'affaire de certains. Nous devons nous employer pour qu'il n'en soit pas ainsi. Les victimes et les découragés du 30 novembre peuvent aisément se persuader que le remède à leur situation ne réside pas dans leur départ d'un syndicat qui n'a pas su éviter l'échec. Comment se défendre une fois qu'on n'est plus organisé? C'est, évidemment, impossible. Il faut donc rester syndiqué, quels que soient les griefs légitimes qu'on ait contre son syndicat. Il faut de la même façon écarter — c'est ma conviction profonde — la création, à côté et contre le syndicat régulièrement confédéré, d'une organisation nouvelle, soit autonome, soit affiliée à la C.G.T.S.R. Le plus grand mal qu'ait fait la scission syndicale de 1921 fut de dresser l'un contre l'autre, dans l'usine, devant le patron, deux groupes d'ouvriers soumis à la même exploitation. Impossible, ou à coup sûr extrêmement difficile, de réussir quelque mouvement que ce soit là où deux syndicats se mènent la vie dure, comme ce fut le cas de 1922 à 1936. Pour la même raison, il faut aussi rejeter, dans le cas où l'on est maître de son syndicat, le départ de la C.G.T. Il se créerait, soit immédiatement, soit après un court délai, un syndicat confédéré; les querelles naîtraient; et, avec elles, viendrait rapidement l'impuissance des deux organisations.

Il est nécessaire, avant toute chose, de maintenir à la base la permanence et l'unité de l'organisation syndicale. Souvent, pendant les journées de juin 1936, il m'est arrivé de dire aux ouvriers assemblés dans les usines: « Vous avez, en quelques heures réparé les conséquences de plus de dix ans d'abandon; vous avez compris que le syndicat était votre seule force, votre seul moyen; puissiez-vous ne jamais l'oublier! Puissiez-vous faire en sorte que, quoi qu'il arrive, le syndicat soit désormais inséparable de votre vie d'ouvriers. » Il semble que la baisse actuelle des effectifs, si importante qu'elle soit, ne soit pas telle qu'on puisse nier une sensible augmentation de la permanence des adhésions au syndicat. Même si les effectifs de la C.G.T. tombaient à 3 millions, il y aurait encore beaucoup de progrès. Pour ma part, je m'en réjouis. Je souhaiterais que tous les camarades qui se trouvent en opposition avec l'orientation et les méthodes des directions actuelles fassent tous leurs efforts pour renforcer encore les effectifs syndicaux. Notre syndicalisme n'a absolument rien à gagner à la « squelettisation » des syndicats. Il ne s'accommode pas de petits effectifs. S'il revendique ce qu'on appelle la théorie des minori-

tés agissantes, il considère que cette minorité doit être formée des militants du syndicat, mais aussi qu'elle n'a de chance d'agir utilement que si elle a su, au préalable, grouper et retenir autour d'elle la quasi-unanimité des ouvriers. Pour atteindre ce résultat, l'unité de l'organisation et l'accord au-dessus des tendances pour la gestion et l'action syndicales sont évidemment indispensables.

J'insiste sur la nécessité de maintenir à l'atelier l'unité et la force syndicales, car il me semble évident que la renaissance du syndicalisme viendra de la base ou ne viendra pas. Je ne crois pas à la possibilité d'opérer les changements nécessaires par le sommet de la C. G. T., des fédérations d'industrie ou des unions départementales. Pour ce qui concerne la C.G.T., nous avons assisté une fois de plus, à Nantes, en novembre dernier, au spectacle d'un congrès qui n'avait, dans la réalité, aucun autre pouvoir que celui de sanctionner par un vote le débat sur l'orientation syndicale. Le congrès confédéral n'a plus la possibilité de changer lui-même quoi que ce soit à la direction ou à l'organisation de la C.G.T. Ainsi, à Nantes, les délégués ont jugé qu'ils pouvaient laisser le soin au Comité confédéral national d'arranger à sa guise le prochain mode de représentation au congrès et de statuer comme il le voudrait sur les modifications dans sa propre composition, et, notamment, sur le point de savoir s'il faut y établir une certaine proportionnelle dans la représentation des unions et des fédérations, alors que les fédérations et les unions n'ont jusqu'à présent droit qu'à un délégué et à une voix quels que soient leurs effectifs. Si l'on est tant soit peu au courant de l'organisation confédérale, on conçoit tout de suite l'importance que peut revêtir cette modification. Pour l'heure, elle est demandée par les communistes qui, ayant conquis la plupart des grosses fédérations et des grosses unions, voient avec dépit la majorité du Comité national leur échapper quand même et voudraient bien changer cela. Ils espèrent y parvenir en continuant patiemment leur conquête, leur colonisation des militants ex-confédérés qui, autour de Jouhaux, se laissent prendre à leurs belles paroles. Ces ex-confédérés, Jouhaux en tête, se rendent-ils compte qu'une fois opérée cette modification de la représentation au Comité national confédéral, il n'y aura plus d'obstacle à la conquête par les communistes de la direction de la C. G. T. ! Je le souhaite. Mais j'ai cité cet exemple surtout pour montrer qu'une chose aussi importante ne dépendait plus directement du congrès confédéral, ni des syndicats, mais seulement de cent vingt à cent trente fonctionnaires syndicaux, permanents dans leur immense majorité. Je citerai un autre exemple : le véritable scandale des commissions du congrès. A Nantes, nous avions trouvé, dans notre dossier, un bulletin d'inscription aux commissions prévues, commissions dont le rapporteur avait, d'ailleurs, été désigné à l'avance par la commission administrative (!). Chaque délégué ne pouvait s'inscrire qu'à une commission. Eh bien! aucune des commissions ainsi constituées n'a disposé, dans les faits, d'aucun pouvoir effectif. Y venait qui voulait, y parlait qui voulait, il est même arrivé que l'on y vote, mais, de toute évidence, le rapporteur officiel restait absolument libre de n'en faire qu'à sa guise. Quant aux questions importantes du congrès, elles furent purement et simplement soustraites à ces commissions. Ainsi, la commission sur les questions internationales ne débattit nullement les textes en présence. Cela devait être fait seulement le lendemain par une commission nouvelle, dont la liste fut établie par le bureau confédéral et simplement soumise à la ratification à main levée. La commission du Peuple? *La liste en fut dressée, de la même façon, par le directeur dudit* Peuple! *Comme cela, il était sûr d'être approuvé! La commission des décrets-lois fut pareillement nommée en approuvant à main levée, dans le brouhaha insupportable des congrès d'à présent, la liste établie par le bureau confédéral, liste où ce dernier avait bien pris soin de ne mettre à peu près que des membres de la C.A. et des permanents syndicaux. Je pourrais encore citer bien des exemples, mais il me paraît que ceux qui précèdent suffisent à établir qu'il serait vain de compter, dans l'état actuel des choses, sur le congrès confédéral pour opérer la renaissance que nous souhaitons.*

Pour ce qui concerne les fédérations d'industrie et les unions départementales, il n'est que de se pencher sur les débats des congrès de la plupart d'entre elles pour sentir les relents d'une mauvaise cuisine. Pourtant, ces assemblées devraient tout de même être meilleures que le congrès de la C.G.T., puisque nous y avons affaire, obligatoirement, à des délégués directs des syndicats. Mais, et c'est, en réalité, toute la question, que sont ces délégués, que valent-ils, que valent les organisations qu'ils représentent? Pour les hommes, je dois mentionner avec regret que j'ai rarement vu de foules plus moutonnières que les délégués dans les congrès syndicaux d'aujourd'hui. Sans doute devons-nous cette décadence au quasi-monopole que se sont arrogé les communistes en matière de représentation dans les congrès. Ils disposent, c'est incontestable, dans la plupart des localités ouvrières et dans presque toutes les corporations, d'éléments qui, comme on dit, ne craignent pas leur peine et qui, en particulier, sont toujours prêts à s'offrir pour représenter l'organisation. Il est hors de doute que les fractions communistes fonctionnent de façon occulte et que, surtout, elles se mettent en branle sitôt qu'un congrès est en vue. Avec un peu de discrétion et d'habileté, leurs propositions passent comme lettre à la poste à l'assemblée générale, si tant est qu'il y ait encore des assemblées générales. Ainsi se fabriquent les foules dociles de délégués qui acceptent tout, pourvu que cela vienne du sommet avec approbation de la fraction. Il est certain que cet état de choses ne pourra changer que dans la mesure où les façons de procéder changeront, d'abord à l'intérieur des syndicats. Si les organisations ont les congrès qu'elles méritent, on ne doit être que médiocrement rassuré sur la valeur propre des organismes de base du mouvement syndical. Il en découle logiquement que c'est par ces organismes de base que doit commencer l'effort de redressement syndical, et que la vieille formule reste la seule vraie : « Aide-toi, le ciel t'aidera! » La prochaine quinzaine, je tâcherai d'examiner comment pourrait être remplie cette condition essentielle de la renaissance du syndicalisme.

M. CHAMBELLAND.

EN PASSANT...

Les briseurs de grève...

Les briseurs de la grève générale du 30 novembre, ce sont, pour une part, ceux qui ont lié la lutte nécessaire contre les décrets-lois à leur agitation particulière contre les accords de Munich, en l'espèce, les communistes, qui ont fourni au gouvernement et à sa presse un précieux moyen de tromper l'opinion publique.

L'échec ne leur a pas suffi. Ils continuent. Pour preuve, cet extrait d'une déclaration récente de la commission exécutive fédérale des produits chimiques (fédération colonisée, s'il en est) : « En » fait — déclare ladite C.E. — nul ne conteste » plus que les décrets-lois de misère n'aient été la » suite logique de la duperie de Munich ».

Or, s'il n'y avait pas eu la « duperie de Munich », c'était, très certainement, la guerre, et il aurait été fait bon marché, alors, de toute la condition ouvrière. Mais les dirigeants communistes de la fédération des produits chimiques n'en ont cure.

L'affaire des miroitiers.

Un camarade nous fait tenir quelques renseignements complémentaires sur l'affaire des miroitiers-vitriers parisiens. Le secrétaire de ce syndicat recevait, dans les premiers jours de l'année, une lettre de la fédération du verre l'avisant que, par décision de la commission de la délimitation de la C.G.T., son organisation était « mutée » au Verre à partir du 1er janvier 1939. Or, le syndicats des miroitiers n'avait même pas été consulté par ladite commission de délimitation!

On jugera, par ce simple fait, à quel point les méthodes staliniennes se sont implantées à la C.G.T. Vraiment, les miroitiers ont bien fait de se rebeller.

Chez les peintres.

Il paraît que les communistes qui dirigent... vers la déconfiture le syndicat des peintres parisiens ont du plomb dans l'aile.

Lors de la dernière assemblée générale, ils n'ont pas osé mettre aux voix leur rapport moral, de crainte de le voir repousser par la majorité des syndiqués présents.

Aux syndicalistes des peintres d'organiser leur boulot, et leur syndicat ne restera plus longtemps aux mains des démolisseurs.

Les condamnations de Clermont.

On parle d'amnistier les victimes de la répression du 30 novembre, mais les chats-fourrés s'en foutent. Témoin les mois de prison sans sursis et les années d'interdiction de séjour que les juges de Clermont-Ferrand viennent de faire pleuvoir sur les militants syndicalistes de la localité.

C'est odieux, et on ne protestera jamais assez contre de telles condamnations.

Que devient donc, là-dedans, la formule mirifique de nos réformistes de tout poil selon qui la classe ouvrière française aurait « retrouvé sa place dans la nation »?

La place des licenciés? Dans la rue.

La place des militants? En prison.

Quel mensonge que « l'union de la nation française! ».

Les instituteurs du Rhône ont-ils eu raison le 30 novembre?

Comme je m'y attendais, les quelques lignes dont j'ai fait suivre, dans le dernier numéro, la lettre de notre ami Fontaine ont provoqué des réponses. J'en ai, au moment où je prépare ma copie, reçu deux, l'une du camarade Jacquet, la seconde de Fontaine lui-même. Selon l'habitude de la *R. P.*, voici ces réponses, intégralement, malgré leur longueur :

L'opinion de Jacquet

La note que Chambelland accole à la lettre de Fontaine me paraît extrêmement dangereuse. Elle pose et résout mal le problème de la discipline dans l'action.

Je n'ai pas approuvé le syndicat du Rhône. Quelles que fussent les conséquences de mon acte, j'aurais fait grève. Mais j'aurais soigneusement spécifié que je n'obéissais pas, ce faisant, à une C.G.T. pourrie, à une C.G.T. de mensonge et de trahison, à une C.G.T. qui est tout ce qu'on veut, sauf une Centrale de travailleurs libres et égaux en droits. J'aurais déclaré que je faisais grève par fidélité à la coutume ouvrière, le seul guide qui nous reste par ces temps de malheur.

Plusieurs conditions doivent être remplies pour que la discipline dans l'action soit exigible. Et la grève ne fait pas exception à la règle.

1. Il faut que la C.G.T. soit une maison de verre.

Tel n'était pas le cas le 30 novembre dernier. On nous mentait en disant que la C.G.T. luttait contre les décrets-lois. Elle aurait accepté des décrets de surmisère si le gouvernement avait conjugué sa politique extérieure avec celle des staliniens.

2. Les majorités doivent être acquises dans des scrutins d'une loyauté non douteuse.

Or à la C.G.T. tout est truqué. Les congrès, les débats, les résolutions.

3. Les majorités doivent creuser le consentement des minorités, ces dernières étant armées de droits certains.

Rien de tel n'existe à la C.G.T. Le minoritaire y est traité en ennemi. On le bafoue, on le salit, on s'acharne à lui rendre la vie impossible.

Que l'une quelconque des trois conditions ci-dessus ne soit pas strictement remplie et il n'y a plus de pacte syndical. Le 30 novembre, aucune *de ces conditions n'était observée. La position de Lavenir et de ses amis était donc irréprochable.*

La quatrième condition, la plus importante et la plus grave de toutes, est la suivante :

4. Est nulle, de plein droit, toute décision qui n'est pas conforme à la coutume ouvrière, supérieure aux congrès et à la charte syndicale.

En septemble, la coutume ouvrière condamnait la politique belliciste de la C.G.T.; elle nous ordonnait la désobéissance à tous ses ordres, quand bien même ils auraient été pris à la majorité de 999 pour 1.000.

En novembre, elle commandait de faire grève parce qu'abattre les décrets-lois, c'était combattre le surarmement national.

Le syndicat du Rhône a manqué à la coutume ouvrière. C'est une erreur, mais excusable quand on songe que la C.G.T. est une maison à l'envers où tout est dirigé contre le syndicalisme.

A.-V. JACQUET.

La réponse de Fontaine

La remarque faite au sujet de ma lettre à Louzon ne peut rester sans réponse.

Vous dites : « On peut discuter la grève avant qu'elle soit décidée, on peut même dire qu'on ne l'approuve pas, on peut en discuter une fois qu'elle est finie, mais on n'a pas le droit de ne pas la faire. En aucun cas. »

C'est une conception de la discipline dans la C.G.T. que je ne partage pas et qui n'est pas celle qui a inspiré et qui doit inspirer l'action confédérale, l'action syndicale.

Quand nous, instituteurs du Rhône, avons adhéré à la C.G.T. en 1907 malgré l'interdiction de Briand, chef du gouvernement de l'époque, les camarades qui dirigeaient la C.G.T. ne nous ont pas parlé ainsi. A trente ans de distance, nous avons la satisfaction de constater qu'à ce moment ces camarades ne rusaient pas avec les formules. Ils voyaient juste. Raison de plus pour rester dans la voie où avec eux nous nous sommes engagés.

*Je relève dans un article de l'*Humanité, *du 7 avril 1907, le passage suivant écrit par Griffuelhes à l'intention des instituteurs :*

« La classe ouvrière s'associera avec joie aux manifestations de l'instituteur. Elles seront toutes les siennes, car aucune ne dépassera sa volonté et ses sentiments. L'instituteur, en retour, participera à notre action dans les limites fixées par lui. *(C'est moi qui souligne).*

» C'est que le mouvement syndical ne constitue pas une Eglise avec ses dogmes et ses professions de foi. Il est assez souple et varié pour comprendre et réunir des éléments différents par leur nature propre, par leur milieu, et les conditions d'activité qui en découlent.

» En venant à nous, nul credo n'est forcé. Une seule pensée nous est commune à tous, c'est la reconnaissance de mener une lutte contre les forces d'oppression et d'exploitation. De cette pensée il est fait une règle dont l'application varie à l'infini.

» La C.G.T. expression organique du mouvement syndical n'est pas quoi qu'en disent les gens ignares un ensemble de formules que chacun doit accepter. Si cela était, il faudrait la transformer car sa puissance de rayonnement serait bien moindre. C'est parce qu'elle est d'un mécanisme souple et léger que les pulsations du mouvement syndical sont si sensibles et d'une répercussion si rapide. Chez nous rien n'est comprimé, tout fonctionne et tout marche avec l'effort de chacun.

» En venant à nous, chacun détermine son effort et en reste, s'il le veut, le seul maître. *Les luttes décidées par les uns sont les luttes de tous, elles prennent fin selon la volonté des intéressés. »*

Je pourrais citer d'autres textes qui montrent que l'autonomie des syndiqués et des syndicats était le principe du fonctionnement organique de la C.G.T. et c'est ce principe qui lui donnait sa profonde originalité, sa force et son rayonnement. Nous l'avons souvent résumé ainsi :

Le syndiqué libre dans son Syndicat.

Le syndicat libre dans sa Fédération et son U. D.

La fédération libre dans sa C.G.T.

La C.G.T. libre dans l'Internationale syndicale.

De cela, il ressort que même dans le cas d'une décision confédérale prise régulièrement et ne concernant pas, bien entendu, des décisions statutaires acceptées par tous, un syndicat a le droit de s'y conformer ou de ne pas s'y conformer. A plus forte raison le syndicat du Rhône avait le droit — pour nous c'était un devoir — de refuser de participer à un mouvement déclenché dans des conditions telles qu'on se demande si, auparavant, il n'y avait pas accord entre les dirigeants de la C.G.T. et le gouvernement pour torpiller les forces d'opposition confédérales qui menaçaient la majorité belliciste qui maintenant est parfaitement tranquille. Elle règne sur des ruines. Mais c'était voulu. Les politiciens communistes peuvent opérer en toute tranquillité, l'opposition n'ayant ni l'audace, ni le courage d'organiser une scission devenue nécessaire, tout redressement étant impossible.

Mon cher Chambelland, je termine ma lettre, au moment où j'apprends la chute de Barcelone, et le vote unanime de la Chambre donnant carte blanche au gouvernement décidé à la guerre contre l'Italie. Nous allons revivre les heures graves de septembre. Nous avons ici l'impression que le mouvement qui a fait reculer la guerre en septembre ne pourrait plus se produire. Les gens croient qu'une guerre avec l'Italie ne serait qu'un sport sans danger. Encore quelques jours et ils exigeront du gouvernement qu'on les mène à l'abattoir. Le bon mensonge est trouvé.

Qui sait? Si par extraordinaire, le gouvernement conseillé par l'Angleterre se décidait à faire des concessions, au besoin une grève générale le renverserait en moins de 24 heures.

Ici, nous restons, nous resterons sur nos positions pacifistes. Le seul moyen d'éviter la guerre pour les plouto-démocraties repues c'est de faire des concessions. Les travailleurs doivent donc appuyer ce mouvement de toute leurs forces, à moins d'être les éternels aveugles, les éternels crétins. Le devoir de la R. P. *et de nos journaux d'avant-garde est d'être à la tête d'un mouvement de ce genre, de le créer au besoin.*

En ce moment la R. P. *semble hésitante.* En aucun cas, *elle ne doit être avec les bellicistes. La grève de novembre, grève faite pour la guerre a été un crime contre le prolétariat et l'humanité. C'est déjà trop que la* R. P. *se soit laissé manœuvrer et n'ait pas elle-même crié très haut le piège, le traquenard. C'est dans les grandes crises que nous vivons qu'il s'agit d'*être *et de* voir clair.

La R. P. *doit être comme l'*Ecole émancipée *en* 1914 *le roc où pendant la tempête se brisent les vagues de folie les plus sournoises, les plus violentes.*

J. Fontaine.

Brève réplique

L'affaire est pourtant claire. Je ne comprends pas la position de notre camarade Jacquet, qui consiste à approuver la position de la section des instituteurs du Rhône... tout en la désapprouvant. Dire que la C.G.T. aurait accepté d'autres décrets-lois, c'est faire une hypothèse, alors qu'il s'agissait de protester contre des décrets-lois réels. Le droit des minorités? Il n'est pas en cause, puisque personne, au congrès de Nantes, ne s'était élevé contre une grève éventuelle et que la décision de principe avait été ratifiée à l'unanimité, y compris le représentant des instituteurs du Rhône. Dirais-je que je ne goûte pas du tout les expressions : « C.G.T. pourrie, C.G.T. de mensonge et de trahison » qu'emploie Jacquet? Mais oui, je le dirai. Quels que soient les griefs que nous portons contre les dirigeants de la C.G.T., nous n'avons pas le droit d'oublier que c'est de *notre* C.G.T. qu'il s'agit.

Quant à la lettre du camarade Fontaine, je pense que l'article de Griffuelhes qu'il cite n'est nullement en contradiction avec mon point de vue. En effet, la C.G.T. n'a pas imposé un ordre au Syndicat national des instituteurs; c'est le Syndicat national des instituteurs qui a décidé, librement, dans sa totale souveraineté, d'appliquer la décision de la C.G.T. La section du Rhône a, d'abord, manqué à la discipline du syndicat, de la corporation. C'est cela qui me paraît intolérable. La *R. P.* étant un organe libre, je ne peux biffer, dans la lettre de Fontaine, l'invitation à la scission, mais il va sans dire que je n'approuve pas du tout son point de vue. Pas plus que je n'ai le sentiment d'avoir fait, le 30 novembre, la grève pour la guerre, ni d'avoir commis un crime contre ma classe. Bien au contraire! Quant à ce que Fontaine considère comme « la position de la *R. P.* », je me permets de rappeler qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu de « position de la *R. P.* ». La *R. P.* est une revue, ce n'est pas une organisation, ni la revue d'une organisation. Contrairement à la presque totalité des publications, la *R. P.* n'impose aucun credo à ses collaborateurs, qui restent libre d'avoir telle ou telle opinion sur tel ou tel sujet. Personnellement, ce n'est pas la chute de Barcelone qui me fera me rallier au bellicisme antifasciste, il s'en faut. Peut-être le désir de sauver la révolution espagnole pouvait-il justifier certaines coalitions! Mais, miantenant que les « démocraties » ont laissé tomber la classe ouvrière espagnole, et qu'il ne s'agit plus que de lutte entre des impérialismes, pas d'hésitation, personne, chez nous, ne doit marcher dans la guerre. — M. Ch.

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

LA C.G.T. COLONIE SOVIETIQUE, par **J. Chazoff.** Un volume, 10 francs. — Editions de France, 20, avenue Rapp, Paris (VIIe).

Cent vingt-cinq pages dont seulement quelques-unes sont réellement consacrées à la C.G.T. L'auteur fait surtout le procès du bolchevisme, avec des arguments dont beaucoup sont essentiels mais se trouvent noyés dans des considérations assez banales. Passons, en ce qui concerne la C.G.T., sur des inexactitudes de détail trop nombreuses. Par exemple, Chazoff parle des Unions régionales. Or il s'agit à la C.G.T. d'Unions départementales. Page 71, il écrit que, lors de l'unité, en dépit de la différence des cartes placées par la C.G.T.U. et la C.G.T., « les postes de direction furent répartis à égalité entre les militants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. ». Or tout le monde sait qu'à Toulouse on n'élut que deux communistes (Racamond et Frachon) sur huit secrétaires de la C.G.T. Il y a des erreurs plus graves. L'auteur attribue allégrement la responsabilité de la scission syndicale de 1922 aux communistes de l'époque. Il passe sous silence l'espèce de rage avec laquelle ses amis anarcho-syndicalistes poussaient alors à la cassure syndicale, tandis qu'au contraire d'autres militants — qu'il connaît bien — s'employaient à l'éviter, malheureusement en vain. Il oublie également les responsabilités énormes des réformistes. Chazoff nous semble, d'autre part, exagérer lorsqu'il écrit que, fin 1922-1923, les « fractions saines du mouvement » fondèrent le Comité de défense syndicaliste. Il n'y avait donc plus, selon Chazoff, rien de sain dans la C.G.T.U.? Ce monopole nous paraît abusif. Pour ce qui est de l'unité syndicale, il nous faut relever également de singuliers oublis et d'étranges déformations. Saus doute Chazoff n'a-t-il jamais entendu parler du Comité des 22? Il n'en souffle mot. Pour lui, la reconstitution de l'unité n'a été que le produit de manœuvres communistes s'exerçant habilement chez les postiers et les instituteurs. Il oublie aussi, dans la frénésie qu'il apporte à condamner l'unité, le Congrès confédéral de Toulouse et ses trois scrutins, lesquels furent cependant probants. Certes, Juin 36 a depuis créé une situation différente, mais, enfin, pour les forces respectives après l'unité, Toulouse avait parlé net. Je terminerai cette critique par un reproche qui me paraît encore plus grave. Le livre de Chazoff a été publié par les Editions de France. Or, les Editions de France, c'est M. de Carbuccia, c'est, par conséquent, M. Chiappe, c'est la « feuille infâme » *Gringoire*. Je ne veux pas demander à Chazoff comment il concilie sa collaboration au *Libertaire* et à *S.I.A.* avec l'édition de son bouquin par *Gringoire*. Je ne veux pas non plus souligner qu'en portant son manuscrit à M. de Carbuccia, Chazoff a détruit par avance l'influence qu'il aurait pu exercer sur les militants et les adhérents des syndicats et qu'il a donné ainsi un argument supplémentaire aux staliniens. Il me suffira de dire qu'un révolutionnaire ne peut *en aucun cas* aller se faire imprimer dans la maison des Chiappe, des Tardieu et des Béraud. — M. Ch.

Une lettre de Chazoff

Avisé de la critique qu'on vient de lire, J. Chazoff, auteur de « La C.G.T. colonie soviétique », m'adresse une lettre dont voici les principaux passages :

Mon cher Chambelland,

... En ce qui concerne la question que tu considères « la plus grave » : mon éditeur, tu dis « Gringoire »; je dis, moi : Les Editions de France. Et ce n'est pas pareil.

Lorsqu'en 1924, *fut édité mon* Mensonge bolcheviste, *une délégation syndicale anglaise revenait de Russie et publiait de l'autre côté du Détroit ses impressions de voyage. Des offres financières alléchantes — une véritable fortune pour un militant qui n'a jamais vécu de sa propagande et qui n'a jamais cessé de travailler pour assurer sa subsistance — me furent faites par un grand journal conservateur anglais pour la publication en feuilleton de mon étude. J'ai refusé.*

J'aurais refusé aujourd'hui, comme je l'ai fait hier, si un grand journal conservateur français m'avait fait des propositions identiques.

Mais je ne suis pas seul responsable du fait que nous vivons en régime capitaliste et que toutes les firmes d'édition sont entre les mains de la bourgeoisie. Je ne pense pas que les maisons Flammarion, Grasset, Denoel, Plon ou Fayard soient plus prolétariennes que les Editions de France et je n'accepte pas que l'on crée une confusion en prétendant que j'ai fait éditer mon étude par Gringoire. *Ce ne serait pas exact et je ne suis du reste pas le premier militant de gauche qui ait recours aux Editions de France ou à Fayard pour éditer ses œuvres.*

« Comment as-tu pu faire cela? » me demandes-tu, mon cher Chambelland?

C'est que je me révolte à la fin contre cette politique ridicule qui consiste à se laisser étrangler par nos adversaires sans protester et à laisser sacrifier tout le mouvement syndical au bénéfice d'un fascisme rouge, aussi dangereux que le fascisme blanc.

Notre voix est étouffée. « Le Peuple » ou « Messidor » m'aurait-il publié? La librairie de la C.G.T. m'aurait-elle édité? Non, n'est-ce pas?

Alors, il fallait me taire? Il fallait me taire parce que mes ressources ne me permettent pas de faire les frais d'une édition? Je ne l'ai pas voulu, et je ne me tairai plus.

Nous crevons de scrupules, sans doute honorables, mais dont se soucient peu nos ennemis qui en profitent pour nous terrasser. Un mur se présente, où je peux coller mon affiche : je l'utilise, quel qu'il soit.

Au cours des derniers événements de septembre, certains militants de la minorité syndicale, devant les menaces de guerre, n'ont-ils pas engagé les adhérents de leurs syndicats à utiliser la presse de toute tendance pour dénoncer l'attitude belliciste des staliniens? Ils ont bien fait et nous les avons approuvés. Je comprends mal que l'approbation dont ils furent gratifiés se traduise aujourd'hui par un désaveu de ce que je fais.

L'heure est grave, tragiquement grave. Nos ennemis sont nombreux, et un secrétaire de l'Union des syndicats déclarait récemment, en imitant le bruit de la mitrailleuse, que nous serions les premiers demain, lorsqu'ils seront les maîtres, à passer devant le peloton d'exécution. Douce perspective! Je sais que ces menaces abjectes ne te troublent pas plus que moi, mais elles signalent un état d'esprit et, face à une telle décadence syndicale, je n'ai pas cru devoir garder le silence.

J'ai parlé et je recommencerai demain s'il le faut, convaincu de travailler utilement à l'indépendance du mouvement syndical. — J. Chazoff.

***

La lettre de Chazoff n'enlève rien — tout au moins je le crois — à ma critique. Elle vaudrait si son livre avait été publié par tout autre éditeur que M. Horace de Carbuccia. M. Horace de Carbuccia possède à la fois les Editions de France et *Gringoire* et il est impossible de distinguer l'une de l'autre. Même si d'autres « militants de gauche » se sont déjà adressés à M. de Carbuccia, je continue à penser que, comme Chazoff, ils ont eu tort. — M. Ch.

EN ATTENDANT...

Avant même d'en avoir achevé la lecture, je tiens à signaler aux lecteurs de la *R.P.* deux ouvrages sur le mouvement ouvrier français.

Le premier est une monumentale « Histoire de

la Commune de 1871 » que notre camarade Georges Bourgin, conservateur aux Archives nationales, vient de publier aux Editions Nationales. C'est une véritable « Somme » de l'histoire communaliste, d'ailleurs luxueusement présentée, avec une iconographie d'une prodigieuse richesse. Ouvrage de fond, donc, sur lequel le proche anniversaire de la Commune nous permettra de revenir longuement.

Le second est dû à notre camarade Edouard Dolléans, professeur à la Faculté de Droit de Paris. C'est le tome deuxième de son « Histoire du mouvement ouvrier » (Colin). Il couvre la période qui va de 1870 à 1936. C'est dire qu'il touche aux questions les plus importantes, et aussi les plus controversées de l'histoire du syndicalisme français. Sur cet ouvrage aussi il faudra réfléchir, après l'avoir soumis à l'examen attentif qu'il mérite, par la personne de son auteur et l'ampleur de sa documentation.

Georges ALBERTINI.

FAITS ET DOCUMENTS

Les méfaits de l'arbitrage obligatoire

L'action syndicale continue d'être entravée par les chinoiseries de la procédure d'arbitrage obligatoire et il se passe peu de jours sans que nous ayons à essayer de comprendre une sentence plus ou moins biscornue. M. Henry de Ségogne, maître des requêtes au Conseil d'Etat (saluez!) a rendu son jugement à propos de licenciements prononcés à Montpellier après le 30 novembre. On sait que, avant d'aborder le fond des affaires qui lui sont soumises, le surarbitre doit se déclarer compétent pour en connaître. On sait aussi que les patrons déclarent que les licenciements ne constituent pas un conflit collectif du travail et qu'ils ne peuvent en conséquence donner lieu à arbitrage. Or, M. Henry de Ségogne, contrairement à la thèse patronale, s'est déclaré compétent par les attendus que voici :

Considérant que le conflit résulte essentiellement de la demande de réembauchage présentée par le syndicat ouvrier et n'a pris naissance qu'au moment où celle-ci a été formulée;

Considérant qu'il y a lieu de rechercher si, dans les circonstances où elles ont été présentées, les demandes de réembauchage individuelles non satisfaites offrent, une fois groupées, le caractère d'un conflit collectif ou celui d'une pluralité de conflits individuels;

Considérant que ces demandes émanent d'un certain nombre d'ouvriers dont les contrats de travail se sont trouvés rompus conjointement, et que du seul point de vue de la compétence il n'est pas nécessaire de préciser les causes de cette rupture de contrat pour reconnaître un caractère collectif;

Que, dès lors, le différend portant sur les conditions de réembauchage des salariés en cause présente, en raison tant des intérêts en jeu que des circonstances de fait susmentionnées, un caractère collectif, et que le surarbitre est compétent pour en connaître.

Si nous en croyons certains, ces attendus représentent un succès pour les organisations syndicales qui, parait-il, pourront désormais s'appuyer sur la sentence de M. Henry de Ségogne afin de soutenir la recevabilité des requêtes. Or, il convient d'observer d'abord qu'aucun surarbitre n'est forcé de tenir compte de la sentence Ségogne et qu'il peut y avoir demain autant de décisions d'incompétence que de requêtes. Déjà, le « succès » s'amincit considérablement. Mais que devient-il si l'on prend la peine de vouloir connaître les conclusions de M. de Ségogne? Qu'on en juge d'après cette analyse publiée par le Temps *du 18 courant:*

...Mais le surarbitre rejette la demande ouvrière de réintégration en considérant que « la grève intervenue présente, selon l'esprit de la législation, un caractère illicite et justifie à l'égard des ouvriers grévistes la rupture du contrat de travail ».

D'autre part, conformément à la loi, M. de Ségogne s'est posé ces questions « d'équité » : est-ce que la liberté syndicale (les ouvriers ayant fait grève sur l'ordre de leur syndicat), est-ce que le maintien de la paix sociale ne militeraient pas, malgré la rupture évidente du contrat de travail, pour une réintégration éventuelle des grévistes non réembauchés?

Le surarbitre répond par la négative. Il considère que « la participation à la grève implique une faute grave à la charge des ouvriers; qu'elle a opposé ceux-ci au gouvernement responsable et non aux employeurs, qui n'ont que subi les effets de la grève, en l'absence de tout conflit direct avec leur personnel; que celui-ci ne peut alléguer aucun manquement patronal à une obligation quelconque; que c'est donc de leur seule initiative, et non du fait de l'employeur, que les ouvriers grévistes se sont d'eux-mêmes éliminés de l'entreprise et qu'ainsi le respect de la liberté syndicale ne peut être mis en cause ».

M. Henry de Ségogne ajoute que la paix sociale risquerait « d'être compromise s'il était ordonné des réintégrations qui constitueraient, pour les ouvriers grévistes, un encouragement à participer, dans l'avenir, à des grèves ».

S'il est bien vrai que M. Henry de Ségogne s'est déclaré compétent — et que, dans une petite mesure, il a donné raison à la thèse ouvrière — il est non moins exact qu'il ne s'est déclaré compétent que pour donner raison, sur le fond, à la thèse patronale! Beau succès, en vérité! Tout l'arbitrage obligatoire est là-dedans. Il n'est qu'illusion et hypocrisie. Aussi continuerons-nous à poser comme condition fondamentale du renouveau de l'action syndicale la dénonciation de l'arbitrage obligatoire par la C.G.T. — comme l'avaient demandé, au congrès de Nantes, les délégués du Livre parisien.

ENTRE NOUS

Souscription : Janvier 1939.

Husson (Paris), 15; Renon (Haute-Vienne), 10; Allot (Finistère), 5; Nicolas (Seine-et-Oise), 10; Pelletier A. (Seine), 5; Leblanc (Haute-Vienne), 5; Teilhac (Gironde), 10; Lagrange (Seine), 10; Alhomme (Paris), 10; Lippe (Belgique), 27,18; Arnault (Seine), 35; Dejoint (Seine-et-Oise), 10; Finas (Rhône), 20; Beucher (Maine-et-Loire), 20; Fradin (Paris), 10; Charroin (Seine-et-Oise), 10; Lorillard (Indre), 10; Serieix (Saône-et-Loire), 10; Midon (Seine), 5; Hubert (Seine), 10; Martin (Rhône), 10; Lespy (Seine), 5; Thiébaud (Jura), 5; Dehay (Pas-de-Calais), 22; Petit (Rhône), 10; Fontaine (Rhône), 10; Favalelli (Corse), 10; Verny (Puy-de-Dôme), 10; Nourmont (Seine-Inférieure), 5; Franssen (Paris), 13,20; Courdavault (Charente-Inférieure), 10; Reminières (Rhône), 5; Fontan (Hautes-Pyrénées), 5; Girod (Paris), 10; M. Pivert (Paris), 10; Lefèvre (Calvados), 10; Textile (Paris), 11,10; Duperray (Loire), 10; Milad (Tunisie), 10; Pfister (Rhône), 5; Martinet (Maine-et Loire), 20; Gorce (Gironde), 10; Maugez (Seine), 5. — Total : 468 fr. 48.

Abonnements de soutien : Janvier 1939.

Golay, 125; Gassiès, 25; Maupioux, 50; Richard, 60; Vidal, 50; Djoukitch, 150. — Total : 460 fr.

Abonnements nouveaux : Janvier 1939.

Paris, 3; Alpes-Maritimes, 1; Basses-Alpes, 1; Dordogne, 1; Jura, 1; Meurthe-et-Moselle, 1; Saône-et-Loire, 1; Var, 1; Belgique, 1. — Total : 11.

Le gérant : M. CHAMBELLAND

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Les événements actuels nous montrent la nécessité de bien comprendre les rivalités impérialistes et leurs raisons économiques

Pour cela il faut lire :

Précis de Géographie économique

par HORRABIN

traduit par J. Péra

45 cartes **prix : 12 fr. franco**

Adresser la commande et son montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris

L'attitude inqualifiable des communistes durant la crise espagnole a commencé à dessiller pas mal d'yeux

---

Il faut en profiter pour faire connaître

la vérité sur l'U.R.S.S.

Pour cela diffusez inlassablement la brochure d'

YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

Les 5 exemplaires : 10 francs **Les 10 exemplaires : 18 francs**
L'exemplaire : 2 frs. 50

Autres ouvrages sur l'U.R.S.S.

Yvon (*préface d'André Gide*) : **L'U.R.S.S. telle qu'elle est**	**prix : 28 frs.**
A. Ciliga : Au pays du grand mensonge	**prix : 28 frs.**
Andrev Smith : J'ai été ouvrier en U.R.S.S.	**prix : 18 frs.**
Victor Serge : Destin d'une Révolution	**prix : 18 frs.**
« **De Lénine à Staline** (*illustré*)	**prix : 10 frs.**
« **Ville conquise** (*roman*)	**prix : 18 frs.**

Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris